



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2679
6 décembre 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Le 5 décembre et après

Pour les retraites,

les salaires et l'emploi

Tous

ensemble!



Retraites
Les bobards du
gouvernement

Page 3

Morts au Mali
On croit mourir
pour la patrie...

Page 5

COP 25
Les discours
n'arrêteront rien

Page 16

LEUR SOCIÉTÉ

Réforme des retraites: les craintes du gouvernement 3

Bobards gouvernementaux à gogo 3

La réforme pour les nuls 3

Une députée contre la grève 3

5 décembre: la force des travailleurs c'est la grève... et la diriger 4

Enseignement: vers une grève massive 4

Soldats morts au Mali: on croit mourir pour la patrie... 5

Automobile: les patrons pleurent la bouche pleine 5

Le RN et l'argent public: la main dans le sac 5

Dépôts pétroliers: le patronat du BTP mobilisé 6

Agriculteurs: les raisons de la colère 6

Les banques et l'administration: qui gardera ces gardiens? 6

Chlordécone: l'État, paravent des capitalistes 7

Explosion de la rue de Trévise: cachez cette vérité 7

Puits de carbone: polluer, dépolluer... et encaisser 7

DANS LE MONDE

Irak: le Premier ministre forcé à la démission 8

États-Unis: quand Boeing rédige les lois 8

Colombie: les manifestations continuent 8

Éthiopie: le poison de l'ethnisme 9

Centrafrique: les exactions de l'armée française 9

Grande-Bretagne: attentat et démagogie électorale 16

COP 25: les discours n'arrêteront rien 16

ENTREPRISES

Air France 10

La Redoute - Wattrelos 10

Monoprix 10

Mahle - Behr 10

SNCF 11

Présentéisme 11

Hôpital du Rouvray 12

Hôpital Salpêtrière - Paris 12

Hôpital Beaujon - Clichy 12

Samu 12

PSA - Poissy 13

Tim - Dunkerque 13

Safran - Domérat 13

Renault Trucks - Vénissieux 13

Hôtel Ibis 14

Famar - Saint-Genis-Laval 14

La Poste - Centre financier de Bordeaux 14

La Poste - Mollay-Littry 14

Travailleurs sociaux - Lyon 14

Sanofi 15

Sanofi-Pasteur 15

Le 5 décembre et après, pour les retraites, les salaires et l'emploi, tous ensemble !

Salariés de la métallurgie, de l'automobile, de l'agroalimentaire, de la chimie, du commerce, du nettoyage, de la sécurité, des banques et assurances, cheminots, agents de la RATP et des transports publics, enseignants, si nous ne voulons pas nous retrouver avec un nouveau report de l'âge de la retraite et des pensions encore réduites, il faut agir maintenant.

Et il n'y a pas que le problème de la retraite. Les bas salaires, la précarité, les sous-effectifs, les journées à rallonge, la surveillance et les pressions des chefs... il faut tout mettre sur la table, parce que c'est devenu insupportable. Avec les salaires actuels, il est impossible de voir le bout du tunnel. Entre les crédits pour se loger, l'argent pour payer les études des enfants, les dépenses exceptionnelles qui nous tombent dessus, on ne vit pas, on survit!

Tant que nous ne réagissons pas, le grand patronat et le gouvernement nous feront reculer. Il y a trente ans, avoir un emploi, cela signifiait avoir un CDI à plein temps. La retraite, elle, était à 60 ans, à taux plein avec 37,5 années de cotisations. Aujourd'hui, le gouvernement nous explique que c'est impossible, parce qu'il n'y a pas d'argent.

Mais, en trente ans, les grandes fortunes ont décuplé. En trente ans, les profits des entreprises se sont envolés. La semaine dernière, la firme de luxe LVMH a déboursé 15 milliards d'euros pour acheter le joaillier Tiffany. Et il n'y a pas d'argent? Quelle sinistre blague!

Il faut prendre l'argent là où il est, dans les coffres des grands actionnaires, pour qu'il serve aux salaires, aux emplois, aux services publics.

Plus il y aura de monde dans la rue, plus le gouvernement sera sous pression. Et il l'est déjà! Il l'est parce que les cheminots et les agents de la RATP ne se laisseront pas faire et qu'ils sont en mesure de perturber une bonne partie de l'économie, le temps qu'ils décideront. Il l'est aussi parce qu'il craint la généralisation de la colère à l'ensemble du monde ouvrier. Eh bien, il faut y aller!

Le gouvernement cherche à dresser l'opinion contre les cheminots et les agents de la RATP, qui seraient arc-boutés sur leurs régimes spéciaux. Mais, puisqu'il est question de «privileges», regardons les riches, qui ont celui de ne rien faire de leurs dix doigts et qui vivent en parasitant le travail des autres.

Regardons ceux dont les fortunes dépassent

parfois la richesse de certains États, ceux qui ne s'inquiéteront jamais pour leur retraite tant ils nagent dans les millions. Regardons-les, demandons-leur des comptes et ne nous laissons pas diviser entre travailleurs!

Bien sûr, les travailleurs de la SNCF et de la RATP sont en pointe dans ce mouvement, ils ont davantage de traditions de lutte et une force de frappe importante. Mais, seuls, ils ne pourront pas gagner pour tout le monde. Car il s'agit aussi de se faire respecter des grands actionnaires. Alors, en faisant grève dans les grandes entreprises du privé, frappons-les au cœur, c'est-à-dire au portefeuille. Et demain ce sera le Medef qui suppliera Macron de renoncer.

Cette grève va engendrer des difficultés pour tout un chacun. Mais, dans le bras de fer qui commence jeudi 5, toutes les travailleuses, tous les travailleurs ont les mêmes intérêts: que cette grève réussisse, se développe et soit victorieuse. Et c'est possible!

Si les salariés du privé rejoignent ceux du public, nous nous ferons craindre du gouvernement et du grand patronat. Si la grève se poursuit les jours suivants et menace de se transformer en vrai mouvement, oui, nous pouvons les faire reculer.

En 1995, Juppé s'était montré aussi arrogant que Macron l'est aujourd'hui, et il avait dû manger son chapeau face à la détermination des grévistes. Aujourd'hui, nous pouvons en faire autant, si nous reprenons confiance dans notre force.

Beaucoup d'entre nous se méfient des confédérations syndicales et de leurs calculs d'appareils, qui les ont régulièrement conduits à sacrifier les intérêts des travailleurs.

Eh bien, il faut se battre avec la conviction que nous pouvons nous organiser pour contrôler et diriger notre mouvement de façon démocratique. Avec la conviction que nous pouvons décider et agir sans attendre les consignes des confédérations.

Il dépend de chacun d'entre nous de faire du 5 décembre le point de départ d'une large contestation ouvrière. Il dépend de chacun d'entre nous de jouer un rôle actif et de faire en sorte que ce mouvement de grève soit vraiment le nôtre.

Pour réagir et nous opposer aux reculs imposés par le gouvernement ou le grand patronat, nous n'avons que trop attendu. Passons à la contre-offensive!



Réforme des retraites : les craintes du gouvernement

Dimanche 1^{er} décembre, le gouvernement au grand complet était réuni à Matignon en séminaire.

À l'image du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner ou de la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye, tous deux arrivés en jeans et baskets, les ministres voulaient afficher une décontraction contrastant avec le caractère exceptionnel d'une telle réunion.

« Je ne suis pas scarifié ni tétanisé », avait déclaré quelques jours plus tôt le Premier ministre, se présentant comme à la fois « plus que jamais déterminé » et « ouvert au dialogue ».

Aux critiques venant de sa droite et lui reprochant de rester dans le flou, Philippe a répondu que les choses seront tranchées à la mi-décembre, autrement dit une fois connue l'ampleur de la mobilisation, non seulement du 5 décembre mais aussi des jours suivants.

En attendant, le gouvernement mène une campagne de communication contre la grève, prétendant se préoccuper « des Français qui veulent aller travailler ». Ces ministres ne se préoccupent

du monde du travail qu'à l'occasion des journées de grève. Le reste du temps, ils consacrent leurs efforts à réduire les droits des travailleurs, à les obliger à rester plus longtemps à leur poste et à réduire les pensions de retraite. Cette campagne a été abondamment relayée dans les médias par des journalistes habitués à se faire complaisamment les porte-voix du gouvernement. *Le Parisien* du 2 décembre a titré : « Grève, le guide de la survie », avant de détailler toutes les possibilités d'échapper aux conséquences de la grève



des transports.

Le gouvernement affiche une sérénité de façade, mais il craint en réalité que le succès de la journée du 5 décembre redonne aux travailleurs confiance en leur force et en leur capacité à se mobiliser, pour s'opposer non seulement à la réforme

des retraites mais aussi à toutes les attaques contre l'emploi et les salaires, qu'elles émanent du pouvoir ou des patrons.

Les travailleurs ont tout intérêt à montrer au gouvernement qu'il a raison d'avoir peur!

Jean Sanday

Bobards gouvernementaux à gogo

Pour faire accepter la réforme des retraites, gouvernement et médias déploient une batterie d'arguments qui sont autant de tromperies.

Ainsi, selon les ministres, « la retraite par points, c'est simple ». Mais cette simplicité recèle un piège. Dans les pays où ce système existe, une formule mathématique fixe le montant des pensions. Cette formule peut dépendre du PIB et de l'espérance de vie, etc. En Suède, la crise financière de 2008 a fait baisser mécaniquement le point. La retraite par points serait un chèque en blanc signé au gouvernement.

Le gouvernement prétend

aussi que cette retraite par points serait plus juste. C'est faux! Aujourd'hui, la base de calcul de la retraite, ce sont les 25 meilleures années dans le privé et les six derniers mois dans le public. Avec la retraite par points, la base de calcul, ce sera toute la vie active, y compris les emplois mal payés, les petits boulots, etc. La pension baissera mécaniquement. Les plus hauts salaires continueront de donner droit à des retraites plus élevées. Quant aux ouvriers, aux employés,

aux manutentionnaires, aux agents des Ehpad, tous ceux qui sont mal payés tout au long de la vie auront une retraite de misère.

On entend répéter à longueur de temps que, l'espérance de vie augmentant, il faudrait travailler plus longtemps. Cet argument faussement scientifique ignore le fait que l'espérance de vie en bonne santé n'augmente plus en France et qu'elle est très inégale. Celle des cadres est de dix ans supérieure à celle des ouvriers. À 35 ans, un ouvrier a une espérance de vie sans incapacité de 24 ans, un cadre supérieur de 34 ans. Et si l'espérance

de vie a augmenté, la quantité de richesses produites par salarié a augmenté encore plus vite. Ces richesses supplémentaires ont été accaparées par les entreprises et par leurs actionnaires.

Le gouvernement explique que les régimes spéciaux sont déficitaires et que ce sont les autres salariés qui cotisent pour les cheminots.

Le régime spécial des cheminots est déficitaire : on ne compte plus que 140 000 cotisants pour 250 000 pensionnés. Mais c'est parce que la SNCF a réduit drastiquement ses effectifs. Les cheminots n'y sont pour rien!

Si l'État, et non les autres caisses de retraite, renfloue la caisse des cheminots, ce n'est rien à côté de ce qu'il donne au patronat. Aujourd'hui, il distribue chaque année 20 milliards d'euros de subventions faisant suite au CICE, 6,5 milliards d'euros en Crédit d'impôt recherche aux entreprises, et il a supprimé l'ISF (4 milliards d'euros). Alors, ceux qui coûtent cher sont les capitalistes!

Le gouvernement cherche à diviser les travailleurs et prétend que seuls les régimes spéciaux sont concernés, les autres salariés n'auraient rien à craindre. Mais c'est un grossier mensonge! Tout le monde est concerné par le passage à un régime universel par points. Le gouvernement insiste sur les régimes spéciaux, pour dresser l'opinion contre les cheminots et les agents de la RATP. Mais cette réforme s'appliquera à tous les salariés.

Enfin, plusieurs ministres ont déclaré que la grève du 5 décembre était infondée, car on ne sait pas encore ce que sera la réforme. Mais elle a été détaillée en juillet dernier en 132 pages dans le rapport préparé par le politicien de droite Jean-Paul Delevoye, devenu depuis haut-commissaire à la réforme des retraites. Conformément aux vœux du grand patronat, c'est une réforme qui vise à faire travailler les salariés plus longtemps, pour des pensions réduites.

Michel Bondelet



Une députée contre la grève

Une députée LREM des Hauts-de-Seine a annoncé qu'elle saisisait le préfet, car elle conteste la décision de la mairie de Malakoff, dans ce même département de la région parisienne, de fermer ses portes le 5 décembre en soutien à la mobilisation contre la réforme des retraites. Cette élue macroniste lui conteste aussi le droit de mettre deux cars à la disposition de ceux qui veulent aller manifester à Paris ce jour-là.

Cette élue conteste le droit d'une commune d'appuyer des grévistes, mais elle n'a par contre rien à dire contre le fait que le Premier ministre, ses ministres, ses préfets se mobilisent pour tenter de faire échec à la grève du 5 décembre.

Pour elle, les impôts que paient les contribuables doivent servir à défendre la politique des patrons, et rien d'autre!

M. R.

La réforme pour les nuls

Depuis quelque temps, une vidéo est réapparue et circule sur les réseaux sociaux. C'est une conférence filmée en 2016, où Fillon, en tant que candidat à la présidentielle, présentait ainsi son programme économique à un parterre de chefs d'entreprise: «Le

système de retraite par points, j'y suis favorable, mais il ne faut pas faire croire aux Français que ça va permettre de régler le problème des retraites. Le système par points, en réalité ça permet une chose, qu'aucun homme politique n'avoue. Cela permet de

diminuer chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions.»

C'est franc, c'est direct, c'est en 38 secondes le résumé d'un des principaux points de la grande réforme actuelle.

M.B.

5 décembre: la force des travailleurs c'est la grève... et c'est à eux de la diriger!

Au fil des semaines, progressivement, bien des travailleurs ont commencé à voir dans la journée du 5 décembre l'occasion de manifester leur mécontentement. Non seulement sur les retraites, mais contre tout ce qu'ils subissent depuis trop longtemps. Quant aux organisations syndicales elles-mêmes, elle ne sont venues à l'idée de cette journée que peu à peu, et bon gré mal gré.

Audépart, il y a la réussite de la grève des travailleurs de la RATP le 13 septembre. Ce jour-là, l'importance de la mobilisation a paralysé toute la région parisienne, au point que les syndicats, à leur grande surprise, ont dû organiser des suites.

C'est ce qu'a fait la CGT en appelant à un mouvement interprofessionnel pour le 24 septembre. L'UNSA, elle, a appelé à une grève reconductible à partir du 5 décembre à la RATP, avec l'argument que le versement du 13^e mois permettrait aux travailleurs des bus et du métro d'affronter une grève reconductible. Puis, la CGT RATP s'est ralliée au 5 décembre, même s'il a fallu attendre le 21 octobre pour qu'elle dépose un préavis de grève reconductible. Comme toujours avec les directions syndicales, même au lendemain d'une journée de grève absolument réussie, les perspectives ne s'éclaircissaient guère.

Finalement, le 16 octobre, les confédérations CGT, Force ouvrière, FSU et Solidaires ont décidé d'appeler à «une première journée de grève interprofessionnelle» le 5 décembre. À partir de ce moment, cette journée prenait une autre signification. Car cela faisait des années que les confédérations syndicales s'employaient à ne pas organiser ensemble une telle journée de grève.

Mais les directions syndicales ont aussi été mises face à des mobilisations spontanées des travailleurs de la SNCF, suivies et reconduites, qui leur ont confirmé la nécessité de faire du 5 décembre une journée de mobilisation exutoire.

Cela a été d'abord le mouvement de retrait suite à l'accident du 16 octobre d'un TER dans les Hauts-de-France. Lancé dans bien des endroits par des militants de base de la CGT, pour dénoncer les conditions de

sécurité dans ces trains sans contrôleur, il s'est répandu dans tout le pays pendant plusieurs jours. Et puis, juste après, des grèves se sont succédé dans des centres de maintenance de la SNCF, comme à Châtillon et au Landy en région parisienne, contre des projets de réorganisation de la direction.

Toutes ces mobilisations surprises et contagieuses, témoignant de la profondeur du mécontentement, ont poussé la direction de la CGT-Cheminots à appeler dans la foulée à la grève reconductible dès le 5, rejoignant SUD-Rail et l'UNSA-Ferroviaire.

L'annonce de la journée du 5 décembre est ainsi progressivement entrée en résonance avec le mécontentement existant, non seulement à la SNCF et à la RATP, mais parmi bien des travailleurs du public comme du privé. C'est ainsi qu'une mobilisation importante est devenue prévisible, au point d'inquiéter le gouvernement.

Bien des travailleurs ressentent au fond que ce n'est qu'avec de telles mobilisations d'ensemble qu'on peut changer les choses. Les freins qui



empêchent les travailleurs de réagir aux attaques patronales et gouvernementales, comme la peur du chômage ou encore le fait de n'avoir pas confiance, à juste titre, dans les directions syndicales, tout cela pourrait commencer à sauter. Et une journée réussie peut être, pour les travailleurs, l'occasion de prendre conscience de la force qu'ils représentent.

Cela peut être aussi l'occasion pour que les travailleurs prennent en main leurs luttes, démocratiquement, à la base. Pour cela, rien ne vaut les assemblées générales démocratiques

rassemblant tous les grévistes, élisant un comité de grève ouvert à tous, syndiqués comme non syndiqués, dont tous les membres soient révocables, et devant rendre compte à l'assemblée générale et à personne d'autre.

Reprendre conscience de sa force, s'habituer à diriger elle-même ses luttes: cela peut être un pas important pour l'ensemble de la classe ouvrière, en vue de tous les combats qu'elle aura à mener contre un système capitaliste acharné à lui faire payer les conséquences de sa crise.

Pierre Royan

Enseignement: vers une grève massive

Participation massive aux assemblées générales, vote majoritaire pour la grève, préparation pour se rendre collectivement à la manifestation: la journée du 5 décembre s'annonçait massive dans l'Éducation nationale.

On recensait déjà des centaines d'écoles voire des établissements du secondaire devant être fermés, faute de personnel de cantine, d'accueil, et d'enseignants. Les discussions se sont multipliées sur la suite à donner: continuer le 6, prévoir une nouvelle mobilisation mardi 10?

Le projet de réforme des retraites du gouvernement va en effet frapper de plein fouet le montant des pensions des salariés de l'éducation. Elles sont déjà souvent faibles pour le personnel d'entretien, voire amputées des périodes de chômage pour tous ceux qui multiplient les contrats précaires. De façon générale, les pensions sont déjà soumises à décote à cause du

manque de trimestres cotisés, soit parce que l'entrée dans le métier s'est faite après des années d'études pour les enseignants, soit parce que la fin de carrière a été accélérée par une pénibilité croissante du travail pour toutes les catégories de personnel.

Dans le projet Delevoye, tous vont y perdre. Les fonctionnaires vont voir leur pension calculée, non plus sur les six derniers mois, mais sur l'ensemble de la carrière, alors qu'un enseignant commence aujourd'hui à travailler pour un salaire à peine au-dessus du smic. Tous les salariés de l'éducation qui sont passés par des périodes de chômage, de maladie ou d'arrêt pour s'occuper de

leurs enfants, se verront pénalisés. Le gouvernement s'attaque même aux petites compensations prévues pour les femmes, largement majoritaires dans ce secteur, qui ont eu des enfants; une attaque qui viendra s'ajouter à la modification des conditions pour toucher une pension de réversion. À la baisse de toutes les pensions, le gouvernement ajoute l'aggravation des inégalités hommes-femmes.

Les calculateurs mis au point par les syndicats mesurent des pertes de pension entre 300 euros et 900 euros mensuels en cas d'application du projet. L'inquiétude face à une pension imprévisible, calculée sur des points, s'est parfois transformée en vraie colère, même chez des enseignants souvent très mesurés et dont une bonne partie avaient voté pour Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle pour se protéger des attaques violentes à leur

encontre prévues par le projet Fillon.

La journée du 5 décembre vient cristalliser une montée générale du mécontentement dans ce secteur, avec des salaires bloqués depuis bientôt dix ans, des suppressions massives de postes de personnel d'entretien en particulier, la généralisation de la précarité, l'augmentation de la charge de travail pour tous. Cette situation, pénible en permanence, a déjà eu parfois des conséquences dramatiques.

Après le suicide d'une directrice d'école à Pantin en septembre, c'est un agent d'entretien d'un collège de Rillieux-la-Pape qui a mis fin à ses jours début novembre dans le local technique qui lui servait de logement depuis son expulsion.

Dans l'Éducation nationale comme ailleurs, la nécessité d'une contre-offensive générale contre les attaques du gouvernement est une conviction qui se renforce.

Gilles Boti



Soldats morts au Mali: on croit mourir pour la patrie...

Une semaine après la mort des treize soldats français au Mali dans la collision de leurs hélicoptères, la cérémonie d'hommage aux Invalides s'est déroulée selon le scénario bien rodé visant à exalter la communion nationale.

Pour l'occasion, dans la cour des Invalides, les anciens présidents Sarkozy et Hollande se sont prêtés à l'exercice de l'union sacrée, de même que les prétendants au trône comme Marine Le Pen. Mais c'est bien sûr le maître de cérémonie, Macron lui-même, qui s'est taillé le beau rôle, puisque sa position de président de la République lui permet de discourir sans risque d'être interrompu, ou d'être ignoré des médias, sur l'héroïsme, le sens

du sacrifice des soldats, le combat contre le terrorisme, la France éternelle. À quelques jours de la grève du 5 décembre, Macron ne pouvait manquer l'occasion d'exploiter politiquement ces décès.

La mort de ces treize soldats donne lieu à une opération politique destinée à faire taire toutes les critiques contre l'intervention militaire française au Sahel. Ainsi, Mélenchon et les députés de La France insoumise, qui se sont

pourtant contentés de demander un débat sur le bilan de l'envoi de troupes au Mali, se sont vu reprocher de rompre la concorde nationale. Même si cela n'a pas empêché Mélenchon d'assister à la cérémonie des Invalides. Dernièrement, ce sont des dessins de *Charlie hebdo*, détournant cinq affiches de recrutement de l'armée de terre avec une pointe d'antimilitarisme, qui ont suscité les foudres de son chef d'état-major.

Cette union nationale, que dirigeants politiques et militaires veulent imposer, sert à masquer les véritables buts des opérations militaires en Afrique qui sont d'y garantir les intérêts

de ses industriels, de ses trusts. Comme le résumait l'écrivain Anatole France, contemporain de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie et on meurt pour les industriels. » Même si le temps des colonies est terminé, c'est bien une guerre de type colonial que, depuis Hollande en 2013, les troupes françaises mènent au Sahel.

La présence du président malien Ibrahim Boubacar Keïta aux Invalides était bien significative: celui qui est surnommé « Ma famille

d'abord » a été réélu à l'été 2018 sous la protection des troupes françaises, alors que la corruption ronge le pays, que son armée rackette la population, que la misère s'approfondit encore. Sa présence aux côtés de Macron est tout un symbole de la réalité de l'intervention française au Sahel. Celle-ci ne défend en rien les intérêts des peuples mais ceux d'une minorité de profiteurs, chefs d'État corrompus et actionnaires d'Areva, de Total et autres capitalistes français.

Boris Savin



Soldat français au Mali.

Automobile: les patrons pleurent la bouche pleine

Le 2 décembre, après avoir reçu les représentants de la Plateforme de la filière automobile (PFA) qui regroupe les constructeurs, équipementiers et sous-traitants du secteur, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annoncé une partie des mesures de soutien à cette filière.

Parmi les premières aides, destinées aux sous-traitants, 50 millions d'euros seraient financés par la taxe payée à l'achat sur les véhicules les plus polluants et déplaçonnée. La moitié de cette somme permettrait d'accompagner la transformation écologique, et le reste à garantir des prêts « pour faire face aux difficultés conjoncturelles », selon les mots du ministre. Il a demandé à un expert de l'automobile d'évaluer ce que coûterait la relocalisation de certaines activités en France. Il a indiqué que la ministre des Transports se préoccupait d'un nouveau plan de primes à l'achat de

véhicules électriques sur plusieurs années.

Cela reste encore en dessous de ce que réclament les constructeurs et équipementiers. Le président de la Plateforme automobile, l'ancien ministre Luc Chatel, a fait une description dramatique de l'état du secteur, accablé par le recul du diesel qui, selon le journal *Les Échos*, fait tout de même de la résistance. Les patrons du secteur se plaignent des lourds investissements pour le passage aux véhicules électriques, et de leurs résultats amputés par les baisses des ventes en Chine, en Inde ou en Argentine.

Chatel en concluait que

les suppressions d'emplois sont inévitables, de 15 000 peut-être jusqu'à 45 000, en comptant équipementiers et sous-traitants. Les patrons du secteur réclament donc un soutien des pouvoirs publics pour accompagner ces suppressions d'emplois. De la même façon, ils réclament une baisse d'impôts sur la production, parce que produire en Espagne par exemple leur coûte 40% moins cher, et ils voudraient un coup de pouce pour la création d'usines de batteries.

Tous les gouvernements ont subventionné Renault, PSA, Valeo, etc., entre autres par le Crédit impôt compétitivité emploi, ou le Crédit impôt recherche et les dégrèvements de cotisations et taxes. Leurs actionnaires veulent maintenant se faire payer leur tournant écolo-électrique, et la suppression de milliers d'emplois qui l'accompagne.

Le Maire, qui parle de prendre à bras-le-corps ce problème pour remédier à ce qu'il appelle lui-même un carnage, est tout à leur écoute. Comme il le sera pour les patrons d'autres secteurs, banques et assurances, et grande distribution, « pour anticiper au maximum les pertes d'emplois ».

Et il paraît que la baisse du chômage fait partie du programme gouvernemental!

Sylvie Maréchal

Le RN et l'argent public: la main dans le sac

Le 27 novembre, la justice a requis des peines de prison ferme et de fortes amendes contre une série de dirigeants du parti de Marine Le Pen et contre ce parti lui-même. Il leur est reproché, entre autres, de s'être enrichis en profitant des remboursements des frais de campagne électorale.

Par exemple, en 2012, lors des élections législatives, le FN exigeait que ses candidats achètent le kit de campagne fourni par la société Riwal, dirigée par Frédéric Chatillon, qualifié dans les médias de « proche de Marine Le Pen ». Cette société spécialement constituée avançait les fonds au candidat, moyennant rétribution. Puis les candidats se faisaient rembourser leurs frais de campagne par l'État et payaient leur dette. L'enquête a montré que les kits de campagne étaient très largement surfacturés et que les bénéfices avaient gonflé les poches d'un tout petit groupe autour de Chatillon.

Ce sont évidemment les partis concurrents du FN, accrochés à leurs

mangeoires, qui ont levé le lièvre et jouent aujourd'hui les vertueux. Le FN, devenu RN, n'a aucun mal à dire, et à laisser dire, que les autres font la même chose depuis plus longtemps, et sur une tout autre échelle.

Il reste que, malgré toutes leurs déclarations, les dirigeants du RN, à commencer par la famille Le Pen elle-même, montrent qu'ils considèrent la politique comme un métier grâce auquel on peut se remplir convenablement la panse en ponctionnant les fonds publics. Quoi de plus logique de la part de gens qui, comme leurs concurrents en effet, défendent la propriété privée, l'enrichissement personnel et la course au profit?

Paul Galois



Dépôts pétroliers: le patronat du BTP mobilisé

Depuis le 28 novembre, plusieurs grands dépôts pétroliers, particulièrement dans l'Ouest, sont bloqués à l'initiative des employeurs du bâtiment et des travaux publics, le BTP. Le patronat de ce secteur s'oppose à la suppression de l'avantage fiscal dont il bénéficiait sur le prix du gazole utilisé pour ses engins de chantier.

Cet avantage fiscal leur permettait de payer le gazole aux alentours de 60 centimes le litre, contre près de 1,50 euro pour le reste de la population. Pour des milliers de petits patrons, le manque à gagner peut être parfois difficile à amortir, quand ils se retrouvent avec des marges réduites en tant que sous-traitants, voire sous-traitants de

sous-traitants des grands groupes comme Bouygues, Eiffage, Vinci et bien d'autres. Mais en l'occurrence ce sont les patrons possédant des dizaines de camions et d'engins qui protestent à propos des millions que cette la mesure leur fait perdre. Il est pourtant évident que les plus gros sauront faire supporter ce coût par la masse des

sous-traitants petits et gros, voire très gros.

L'État, le gouvernement, manifestent vis-à-vis de ces patrons une attitude tout autre qu'à l'égard des milieux populaires. Leurs représentants devraient être reçus par le ministre de l'Économie, voire le Premier ministre, comme ils le demandent. Et il est possible que le gouvernement leur cède. C'est exactement ce qu'il a fait l'an dernier au tout début du mouvement des gilets jaunes. Il s'agissait de la même mesure qu'aujourd'hui, au milieu d'autres taxes sur l'essence que le gouvernement avait déjà prévu d'instituer.

Mais, fait remarquable, dès les premières manifestations, les patrons du BTP avaient vu cette suppression d'avantage fiscal annulée et s'étaient retirés immédiatement du mouvement. Satisfaits et levant tous les blocages, ils laissaient les gilets jaunes aux matraques et jets de grenade des forces de police.

Aujourd'hui, la gendarmerie est surtout mobilisée pour assurer la circulation et l'entreposage des camions en attente, alors que des manifestants simples gilets jaunes ont encore écopé il y a peu de six mois de prison ferme pour avoir «manifesté illégalement».

Ce traitement différencié est bien sûr dans l'ordre des choses. Mais, comme l'an dernier, où les chauffeurs routiers avaient réclamé de ne pas être les oubliés des cadeaux à leurs patrons, les salariés de cette profession n'ont pas à se sentir solidaires des patrons du secteur. Ceux-ci ne répercuteront jamais spontanément sur leurs salariés les avantages dont ils bénéficient. Mais les salariés devraient se sentir encouragés à réclamer avec la même détermination des salaires qui leur permette de vivre correctement.

Paul Sorel

Agriculteurs: les raisons de la colère

Plusieurs centaines d'agriculteurs membres de la FNSEA et de sa branche jeunes sont montés en tracteur sur Paris mercredi 27 novembre, créant des bouchons sur le périphérique le matin.

Quelques dizaines de ces agriculteurs ont bloqué les Champs-Élysées pendant un moment, déversant des bottes de paille sous le regard de CRS qui avaient visiblement reçu la consigne de ne pas les traiter comme de vulgaires gilets jaunes.

La colère des agriculteurs est profonde, elle n'est pas nouvelle et elle est justifiée. Elle l'est, même si la FNSEA, très sensible aux intérêts des céréaliers et autres capitalistes de la terre, a tenté de la détourner, lors de cette mobilisation, en ciblant les partisans de l'interdiction du glyphosate.

De son côté, le gouvernement a joué la même partition. Le ministre de l'Agriculture, face à une délégation de la FNSEA,

s'est empressé de dire qu'il soutient le mouvement des agriculteurs. Au sortir de la réunion, la dirigeante du syndicat agricole a demandé aux manifestants de suspendre leur mobilisation, en prévision d'une nouvelle réunion avec les pouvoirs publics.

Mais, pour les agriculteurs, le compte n'y est pas, et ils sont nombreux à dire qu'ils sont toujours confrontés à la même situation qui créée, parmi eux, détresse et colère. Ils sont en effet confrontés au rapport de force qui les oppose aux centrales d'achat géantes de la grande distribution d'une part, et aux grands groupes de l'agro-industrie d'autre part. Ce sont ceux-là qui contrôlent les marchés

et imposent leurs prix, à la production comme à la vente des produits finis. Ils s'entendent aux dépens des producteurs et des consommateurs, pour augmenter le plus possible leurs marges bénéficiaires.

Ainsi, Intermarché a noué un accord avec Bel, Sodialal-Yoplait et Savencia, Leclerc avec Danone et Lactalis, Carrefour et U, regroupés dans une centrale commune, avec Lactalis, Sodialal et Laïta. C'est grâce à de telles ententes que les prix payés aux agriculteurs, même augmentés suite aux mobilisations précédentes, sont maintenus au-dessous de leurs coûts de production. C'est ce qui les oblige à s'endetter toujours plus, même avec des taux plus faibles. Leur colère et leur révolte ne peuvent que s'amplifier.

Philippe Logier



Le 27 novembre.

Les banques et l'administration: qui gardera ces gardiens?

Il y a un an, les banques avaient pris l'engagement de réduire les frais d'incident bancaire, ces amendes sur leurs clients les plus fragiles.

Le 13 novembre, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire est allé devant le Sénat expliquer que les banques françaises n'avaient pas tenu parole. Et d'ajouter que ses services allaient faire diminuer effectivement les frais bancaires.

On peut douter du résultat. Non seulement parce que le gouvernement auquel Le Maire appartient est tout entier au service des riches mais, plus

fondamentalement, parce qu'il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette entre les dirigeants des banques et ceux du ministère. Ce sont les mêmes personnes, issues du même milieu, passant plusieurs fois au cours de leur carrière de la banque privée aux directions ministérielles et œuvrant de fait exclusivement pour les intérêts des banquiers. Le 30 octobre encore, Anne-Marie

Barbat-Layani est ainsi passée de la direction de la Fédération bancaire française au secrétariat général du ministère des Finances. Après avoir travaillé pour les banques privées, elle est donc désormais chargée de recruter et de diriger ceux qui sont censés contrôler celles-ci au nom de l'intérêt général.

L'exemple vient de haut et de loin. Tous les présidents de banques centrales et d'institutions financières publiques de par le monde ont vendu leurs connaissances et leurs relations aux

grandes banques privées après – du moins le croit-on – avoir quitté leurs fonctions. À moins qu'ils aient fait le chemin inverse, comme Christine Lagarde, passée du privé au ministère de l'Économie, au Fonds monétaire international, puis à la BCE.

Aux Finances, comme à l'Industrie, au Commerce ou à la Guerre, le public et le privé sont en étroite symbiose pour ne former qu'un seul corps, l'État du grand patronat.

Paul Galois



Chlordécone : l'État, paravent des capitalistes

La commission d'enquête parlementaire sur le chlordécone, l'insecticide qui a empoisonné des années durant les travailleurs de la banane et la population des Antilles, présidée par le député Serge Letchimy a rendu ses conclusions. Elles seront bientôt publiées officiellement, mais on en connaît déjà les grandes lignes.

Sans surprise, l'État est jugé premier responsable de la pollution au chlordécone. La commission parle de mesures à prendre pour les indemnisations, la décontamination des sols, et d'autres, mais ce n'est qu'un avis car elle n'a aucun pouvoir.

Cette pollution a de graves conséquences sur la santé des habitants, dont plus de neuf sur dix sont contaminés, mais surtout sur celle des ouvriers agricoles : la Martinique est la région où l'incidence des cancers de la prostate est la plus élevée au monde. Or, ni en Martinique ni en Guadeloupe, ces travailleurs n'ont été invités à témoigner lors des auditions.

L'État savait très bien que ce produit était hautement toxique et ce depuis 1968. Chirac, alors ministre de

l'Agriculture, fut le premier à donner son accord à l'utilisation de ce pesticide dès 1972. Puis trois ministres de l'Agriculture, de gauche et de droite, ont accordé des dérogations à l'utilisation de ce produit aux Antilles, malgré son interdiction en France en 1990 : Nallet, Mermaid et Soissons.

Que l'État ait une responsabilité écrasante dans ce gigantesque empoisonnement des terres, des cultures et des hommes, cela ne fait donc aucun doute. Mais il l'a fait pour satisfaire les appétits de ses amis capitalistes, les riches planteurs de banane békés, descendants des grandes familles blanches esclavagistes !

Certes, la commission dit que « les responsabilités de l'État sont partagées avec

les industriels, les groupements de planteurs ». Mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que ce sont ces derniers qui ont fait pression sur l'État pour qu'il leur laisse le droit d'utiliser le chlordécone à grande échelle pendant plus de vingt ans. Ces mêmes gros planteurs ont commercialisé ce poison. Ils ont ordonné à leurs

travailleurs de le répandre comme d'autres pesticides, souvent sans protection. Il y avait même des primes pour ceux qui acceptaient de le faire sans protection.

Les riches békés ont toujours fait la pluie et le beau temps aux Antilles, ayant porte et table ouvertes à l'Élysée. Alors, que l'État soit le premier responsable

du scandale du chlordécone, c'est une évidence. Cependant, dans ce crime de masse social, les commanditaires sont les capitalistes békés, les riches planteurs. La commission d'enquête semble leur attribuer un rôle bien trop secondaire, comme pour les abriter derrière l'État.

Pierre Jean-Cristophe



Dans une bananeraie des Antilles françaises.

Explosion de la rue de Trévisse : cachez cette vérité

Le 12 janvier 2019, une fuite de gaz provoquait l'explosion d'un immeuble rue de Trévisse, dans le 9^e arrondissement de Paris, faisant quatre morts et 60 blessés et obligeant les habitants à évacuer l'immeuble.

L'équipe d'Envoyé spécial de France 2 est revenue sur cet accident dans un reportage diffusé jeudi 28 novembre. Cette enquête montre sans langue de bois les choix criminels de la direction de GRDF sur la réduction des effectifs et la réorganisation des services,

conduisant notamment à ce que les services d'urgence ne soient absolument plus en mesure de faire face, que les techniciens soient moins nombreux et moins formés. Résultat : comme le montre le reportage, des fuites de gaz pourtant signalées peuvent rester des mois,

voire des années, sans être réparées... avec des conséquences tragiques.

Interrogée dans le reportage et confrontée à des vidéos accablantes, la directrice technique de GRDF s'entend à une ligne aussi simple que choquante : « *Tout va bien. Pas de commentaire.* »

La diffusion de cette enquête a poussé le directeur général à s'adresser aux gaziers dans deux messages par mail. Ce directeur ne s'adresse que très rarement

aux travailleurs, sauf pour leur servir de temps en temps quelques balivernes, leur dire combien leur mission de service public le préoccupe et pour évoquer une « solidarité de gaziers » que tous seraient censés partager avec lui.

Cette fois, il est encore question de solidarité avec le directeur, puisqu'il explique que l'enquête de l'équipe d'Envoyé spécial est à charge contre les gaziers et que chacun d'eux

doit rester fier de faire bien son travail et de dispenser un service toujours mieux sécurisé. Comme s'il n'était pas évident que ce sont bien les choix de la direction et des actionnaires qui sont en cause, et en aucun cas les gaziers et leur travail ! D'autant que, dans le reportage, ce sont précisément des techniciens gaziers, infiniment plus responsables que la direction, qui jouent le rôle de lanceurs d'alerte.

Correspondant LO

Puits de carbone : polluer, dépolluer... et encaisser

Dépollueur d'air intérieur, dispositif d'assainissement dans les écoles, puits de carbone dans les villes : la lutte contre la pollution est aussi un business.

Au Raincy, en région parisienne, des appareils filtreurs ont été installés par Veolia dans deux écoles au bénéfice de 600 élèves. Coût : 5,50 euros par élève. Il faudra attendre quelques semaines pour juger de leur efficacité. Prudent, Veolia a aussi conseillé aux maires et directeurs d'école de passer au ménage bio et de choisir des peintures et des meubles n'émettant pas de particules toxiques... Évidemment, cela ne se fera pas non plus en un jour. Par conséquent, cela dédouane

l'entreprise de ses responsabilités si les résultats ne s'avèrent pas aussi bons qu'espéré.

De même, à Poissy, Suez a installé en mai 2018 un puits de carbone en face de la gare, sur un axe de circulation très chargé et donc particulièrement pollué. Sans garantie de résultat, sauf le coût de la location : 20 000 euros l'année. C'est une colonne de quatre mètres de haut contenant un bassin d'eau douce ensemencé de microalgues. Stimulées 24 heures sur 24

par la lumière de leds, elles croissent en absorbant le CO₂ par photosynthèse et sont ensuite transformées en biométhane par l'usine Azalys de Triel, toute proche. C'est intelligent, peut-être prometteur, mais cela ne fait le travail que de 50 arbres, selon un premier bilan en janvier dernier. 20 000 euros les 50 arbres, sans leur ombre, le milieu naturel qu'ils constituent, ça n'est pas donné. Justement, la mairie, pour faire de la place, a fait abattre bien plus de 50 arbres, qui ne coûtaient que l'eau qu'ils consommaient.

Quant aux dépollueurs d'air intérieur, un rapport

de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) appelait en 2017 à se méfier des promesses des fabricants, en termes d'efficacité, et d'éventuels effets secondaires nocifs.

Le progrès des connaissances et de la technologie aidera peut-être l'humanité à combattre la pollution. Mais ce ne sera guère efficace tant qu'il restera aux mains des capitalistes et de margoulin d'abord soucieux de recycler le maximum d'argent, public ou non, en profits.

Pierre Lemaire



Irak : le Premier ministre forcé à la démission

Dans l'espoir d'arrêter la contestation sociale qui s'est emparée des classes populaires irakiennes depuis deux mois, les clans politico-religieux qui se partagent le pouvoir ont fini par lâcher le Premier ministre, qui a dû démissionner le 29 novembre.

Comme l'explique une manifestante, « c'est le minimum qu'ils puissent faire pour les martyrs de Nassiriya et de Nadjaf ». Dans ces deux villes, les autorités ont sauvagement attaqué les manifestants, tuant 70 personnes en trois jours. Depuis le début de la contestation, elles ont fait plus de 400 morts et des milliers de blessés.

Le pouvoir oscille entre la manière forte, avec snipers sur les toits et milices religieuses qui tirent sur la foule, mais sans réussir à décourager les contestataires, et les excuses pour cette répression, parlant d'usage excessif de la force, condamnant à mort un policier qui

a tué deux manifestants ou limogeant un général brutal, pourtant nommé quelques jours plus tôt pour rétablir l'ordre dans le Sud.

Les classes populaires sont excédées par la misère, le chômage et le chaos dans lequel elles sont plongées sans espoir d'amélioration. Partie du Sud chiite du pays, leur mobilisation s'étend vers le Nord sunnite, rejetant les clivages confessionnels et communautaires. Elle vise pêle-mêle tous les courants qui se partagent le pouvoir depuis une quinzaine d'années, sous la houlette des États-Unis d'abord puis conjointement avec l'Iran, les deux pays s'étant alliés en

2014 pour contrôler l'Irak.

Le Premier ministre démissionnaire, Adel Abdel-Mahdi, dirigeant du Conseil suprême islamique irakien, est un représentant de ces cliques. Comme vice-président, ministre ou Premier ministre, il a participé depuis 2005 au pouvoir mis en place par les États-Unis après leur invasion de l'Irak.

Son éviction ne règle rien, d'autant moins qu'il reste à son poste pour expédier les affaires courantes, le temps que les chefs politiques et religieux lui trouvent un remplaçant, pour tenter de mener la même politique. Mais, à travers leur mobilisation, une grande partie des manifestants ont appris à ne plus faire confiance aux discours des dirigeants politiques.

Lucien Détrioit



Colombie : les manifestations continuent

En Colombie, la protestation populaire démarrée le 21 novembre a continué encore le 1^{er} décembre dans plusieurs villes du pays.

Après avoir fait donner sa police contre les manifestants, le président de droite Duque appelle maintenant à « une grande conversation nationale », un prétendu dialogue que ses opposants interprètent comme la suite de son monologue.

La répression policière a fait un mort, un jeune de 18 ans touché à bout portant par une grenade assourdissante, ce qui incite la jeunesse, très remontée, à poursuivre la contestation.

La Centrale unitaire des travailleurs a dénoncé l'appel présidentiel au dialogue et appelle à poursuivre la mobilisation. Elle est largement débordée par ceux qui se sont mis en mouvement, les étudiants mais aussi les organisations féministes, écologistes, ou celles des peuples indigènes. Des revendications trop longtemps contenues explosent en même temps.

Pendant des années, le pouvoir s'est servi de l'existence des guérillas des FARC et de l'ELN pour étouffer toute contestation. Les opposants, quels qu'ils soient, étaient dénoncés comme des guérilleros. Le retour des FARC à la vie civile depuis

2016 a modifié la donne.

L'explosion sociale de ces derniers jours a surpris ceux qui imaginent que la croissance économique, affichée à 2,6 % en 2018, suffit au bonheur des peuples. Car, au-delà, il y a la façon dont la richesse est répartie. La Colombie, quatrième économie d'Amérique latine, reste un pays très inégalitaire. 22 des 48 millions d'habitants survivent avec des petits boulots informels et 27 % de la population a un revenu inférieur au montant du taux de pauvreté : 70 euros par mois !

On observe de grandes disparités selon les villes : le taux de pauvreté est déjà de 12 % là où ça va bien, et de 48 % dans les villes sinistrées. C'est en partie la conséquence des années de confrontation armée. Aujourd'hui encore, on compte cinq millions de personnes déplacées, qui voulaient ainsi échapper aux massacres le plus souvent perpétrés par les bandes armées des possédants, officiels ou non, armée, police, paramilitaires ou narcotrafiquants.

Autant dire que la contestation n'est pas près de s'éteindre en Colombie.

Jacques Fontenoy



À Bassorah, le 2 novembre.

États-Unis : quand Boeing rédige les lois

Ce texte est adapté d'un article du bimensuel trotskyste américain *The Spark* (11 novembre 2019).

En service depuis mai 2017, le Boeing 737 MAX a connu deux accidents majeurs, les 28 octobre 2018 et 10 mars 2019, causant la mort de 346 personnes. Les autorités américaines ne l'ont cloué au sol que le 13 mars 2019.

Boeing avait désactivé un signal d'alerte afin de le rendre optionnel, donc payant. Ni les compagnies aériennes ni les pilotes n'en avaient été informés. C'est ce signal, censé avertir des dysfonctionnements du système antidécrochage de l'appareil, qui est mis en cause dans ces accidents. Le décrochage est généralement dû à une baisse de la vitesse dont l'équipage

n'est pas averti, ce qui provoque sa perte d'altitude et parfois sa chute.

« Pourquoi cet avion vole-t-il toujours ? », avait demandé un ingénieur sécurité, lors d'une réunion de la Federal Aviation Administration (FAA), l'agence gouvernementale de l'aviation civile aux États-Unis, avant l'interdiction de vol. On pourrait ajouter : « Pourquoi cet avion a-t-il été autorisé à voler depuis le début ? »

Après l'enquête, de nombreuses informations ont été révélées. Par exemple, le nouveau directeur du département sécurité de la FAA, Ali Bahrami, était lobbyiste

pour le groupe Boeing. Selon les procédures de certification, la FAA sous-traitait certaines de ses prérogatives à Boeing. Les effectifs de la FAA ayant été réduits, des personnels de Boeing étaient payés pour mener de nombreuses missions de certification et de contrôle sécurité. La direction de Boeing passait par-dessus les objections des ingénieurs et des pilotes d'essai, pour empêcher les retards dans les plannings de fabrication.

Ces pratiques sont connues de longue date, car la FAA est très favorable aux constructeurs aéronautiques américains, au premier chef Boeing. Récemment, les choses se sont encore

aggravées pour la sécurité des vols, mais encore améliorées pour Boeing. Ainsi, en octobre 2018, le Congrès a voté une nouvelle loi d'habilitation pour la FAA, adoptée avec les voix des républicains et des démocrates. Elle interdit à la FAA d'intervenir dans la conception et la production d'un avion, sauf si elle peut prouver qu'il y a un problème. Une pareille preuve, c'est en général un premier accident, comme des notes l'ont montré.

Encore pire, la loi constitue un « comité de conseil » composé de cadres de l'industrie aéronautique pour superviser la FAA et établir des directives que celle-ci devra suivre. Ce comité devrait

comporter 17 représentants du secteur et deux des syndicats. La loi a été adoptée juste avant les deux accidents du 737 MAX, qui ont placé cette nouvelle réglementation sous les projecteurs.

La leçon est assez claire : le gouvernement veille à ce que les intérêts de Boeing passent toujours en premier. Les avertissements des salariés et des spécialistes sont négligés et rejetés. Cela reflète la façon dont l'industrie fonctionne dans tous les lieux de travail. Les profits passent d'abord, sans que les préoccupations et les avertissements des travailleurs soient pris en compte !

The Spark

Éthiopie : le poison de l'ethnisme

L'Éthiopie est aujourd'hui un eldorado pour les trusts du monde entier, en particulier ceux du textile, qui profitent des salaires bien moins élevés qu'en Chine ou même au Bangladesh. Dans le dernier numéro de leur mensuel *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) dénoncent les hommes politiques qui s'emploient à distiller le poison mortel de l'ethnisme au sein de la population et de la classe ouvrière.

L'Éthiopie, 110 millions d'habitants, est constituée de dizaines d'ethnies, dont les plus importantes sont les Oromo (40%), les Amharas (32%) et les Tigréens (6%). Malgré cette diversité, les populations ont réussi à vivre ensemble sans trop de heurts. Très longtemps, les classes dirigeantes ont été des Amharas.

Ce n'est que depuis 1995, avec le gouvernement tigréen de Meles Zenawi, que le pays est subdivisé en régions ethniques (les régions-États). Il a instauré l'obligation de mentionner le nom de l'ethnie sur la carte d'identité, introduisant ce poison dans la vie politique et sociale.

Le Premier ministre actuel, Abiy Ahmed, vient de recevoir le prix Nobel de la paix pour avoir mis fin à la guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Mais depuis le 25 octobre 2019, dans les grandes villes d'Oromia, des manifestations se sont produites contre Abiy Ahmed. Plus de soixante personnes ont été tuées par

l'attaque de jeunes Oromo de la campagne, appelés Qeerroo, et qui sont en fait des milices payées par Jawar Mohammed. Ce dernier est un dirigeant Oromo, opposé à la politique du Premier ministre, Oromo comme lui.

Ces deux hommes étaient alliés après la démission de Dessalegn, le précédent dirigeant. Jawar possède une chaîne de télévision, Oromia Media Network (OMN), installée aux États-Unis. Il a accusé les forces de l'ordre d'avoir organisé une attaque contre sa personne. «*La police a voulu nous tester, je pense qu'ils ont eu la réponse qui convenait. Nous leur avons montré qu'il était impossible de nous intimider*», a-t-il déclaré.

Cela a déclenché un face-à-face tendu entre les forces de l'ordre et ses milices Qeerroo.

Dans les grandes villes d'Oromia, les affrontements ont provoqué des morts à coups de bâton et de machette. Des maisons et des églises ont été incendiées. Les victimes ont été choisies dans



TIKSA NEGERI REUTERS

Manifestation de miliciens Qeerroo.

l'ethnie Amhara, en majorité chrétienne. Il y a eu plusieurs dizaines de morts. Même une usine a été attaquée et dévalisée.

Les agissements des Qeerroo ont bloqué les portes d'accès de la capitale, Addis Abeba. C'est une ville cosmopolite où résident toutes les ethnies. Les Oromo la considèrent comme la leur. Le blocage a empêché la circulation des personnes et des marchandises. Pendant plus d'une semaine Addis a été isolé, entraînant le ralentissement des échanges commerciaux.

Une certaine inquiétude, doublée d'un mécontentement, règne depuis au sein de la population de la ville. D'autant plus que le Premier

ministre s'est illustré par son silence. Certains disent même qu'ils ne vont pas attendre qu'on les égorge sans rien faire.

Au sein du gouvernement, des ministres ont manifesté leur désaccord avec leur Premier ministre Abiy. C'est alors que ce dernier a fait des déclarations pour prôner le calme et l'entente entre tous. Les chefs religieux, chrétiens comme musulmans, se sont mis à calmer les esprits à la radio et à la télévision. Tous disent qu'il faut vivre dans l'entente et la fraternité.

Si l'opposant Jawar Mohammed a utilisé les Qeerroo pour perturber la situation dans le pays, c'est qu'il a l'intention de participer aux élections parlementaires qui

auront lieu au mois de mai prochain. Il a déclaré qu'il se présenterait, et jusqu'à maintenant les agissements de ses milices ne se sont pas arrêtés.

La classe ouvrière d'Éthiopie est multiethnique, à l'image de sa population. Elle pourrait faire de cette diversité ethnique un avantage, si elle était organisée politiquement en tant que classe sociale voulant regrouper l'ensemble des exploités. Elle a comme ennemie, non pas telle ou telle ethnie, mais la classe des exploités. L'ethnisme, le régionalisme ou le nationalisme sont autant de pièges et d'impasses sanglantes pour l'ensemble des opprimés.

Le pouvoir aux travailleurs

Centrafrique : les exactions de l'armée française

Dans un rapport interne divulgué par une organisation humanitaire, l'ONU avoue qu'une enquête menée par ses soins a bafoué les témoignages des femmes de République centrafricaine victimes, en 2015 et 2016, de viols et autres tortures par des soldats originaires du Burundi et du Gabon intervenant dans le cadre d'une de ses missions.

Les auditions des victimes ont été menées dans des conditions humiliantes et l'ADN prélevé, qui aurait pu constituer des preuves, était inutilisable en laboratoire, si bien qu'aucune des 163 dénonciations à l'encontre de militaires n'a abouti à ce jour. Plus du tiers d'entre elles ont même été requalifiées en relations de « fraternisation » avec la population civile.

Quant aux agressions et viols mettant en cause des soldats français dans cette ancienne colonie, classée parmi les plus pauvres du monde, l'ONU ne s'y attarde pas, sous prétexte que l'intervention de ces troupes entre décembre 2013 et octobre 2016, qui a compté

jusqu'à 2500 hommes, n'était pas sous le commandement de l'ONU.

Pourtant, en avril 2015, le quotidien britannique *The Guardian* avait dévoilé un rapport secret de l'ONU attestant que des enfants d'un camp de réfugiés, souffrant de la faim, avaient été contraints d'avoir des rapports sexuels avec des militaires français en échange de nourriture ou d'un peu d'argent. Le Drian, alors ministre des Armées sous la présidence de Hollande, affirma que, si les faits étaient avérés, il ne mesurerait pas sa colère. Mais les demandes d'associations de protection des droits de l'enfant n'aboutissent pas. Des plaintes pour

viol sont elles aussi restées sans suite et, en 2016, un haut fonctionnaire de l'ONU démissionna pour protester contre cette impunité. Les militaires français ont fait l'objet d'une enquête, mais menée en interne par la gendarmerie, et ils ne relèvent

que de la justice française, un décret du gouvernement centrafricain paru quelques jours après le début de l'intervention française leur ayant accordé l'immunité sur son territoire.

L'intervention française n'a fait qu'aggraver celle des

bandes armées qui ravagent la Centrafrique. Elle a fait du pays un bourbier dans lequel continue de s'enfoncer la mission militaire de l'ONU, encadrée par 300 militaires français restés sur place.

Jean Sanday



PHILIPPE DE POULPIQUET

Air France : avant le 5 décembre, la direction a préféré reculer

De petits mouvements de grève ont eu lieu récemment parmi le personnel ouvrier et technicien des ateliers d'Air France. Et, chose inhabituelle, la direction a préféré céder aussitôt sur ce que réclamaient les travailleurs en grève.

À Orly-Nord et Roissy, une cinquantaine de contrôleurs travaux avions ont fait grève une journée. Ils sont chargés de contrôler que les opérations de réparation ou de modification (en cabine, sur les circuits électriques, les moteurs, etc.) sont conformes aux prescriptions des constructeurs et

qu'ils respectent les normes de sécurité. Ils sont les seuls à pouvoir apposer le tampon final qui le garantit.

Qu'ils soient indépendants de la direction de la production et de ses pressions, cela ne faisait pas l'affaire de cette dernière qui, du coup, voulait les placer sous la tutelle de l'autorité

des équipes de production. En outre, les contrôleurs se seraient vu imposer une polyvalence de fonction, donc davantage de tâches et de travail. Comme ils le refusaient par la grève, la direction a préféré faire marche arrière.

À Roissy, les magasiniers d'atelier viennent aussi de faire grève. Ils devraient être 24, mais n'étaient guère plus de la moitié en fait. Travaillant en 3x8, leur effectif pour chaque équipe est des plus réduits, même avec l'apport d'intérimaires. Les

magasiniers ont refusé cette dégradation de leurs conditions de travail, mais aussi de vie : ils étaient si peu nombreux qu'ils ne pouvaient même plus prendre leurs congés.

Là aussi, la direction ne se l'est pas fait dire deux fois : elle a accepté de remettre l'effectif à niveau, ce que réclamaient les grévistes.

Même si les directions syndicales, elles, ne se sont pas pressées d'appeler le personnel ouvrier et technicien d'Air France à la grève

du 5 décembre, la direction de la DGI (secteur industriel de 9000 salariés) sait que le mécontentement sur les salaires, les conditions de travail, les retraites est bien là. Comme elle a toutes les raisons de craindre qu'il y ait une mobilisation et qu'elle s'étende, elle a préféré reculer devant les contrôleurs et les magasiniers en grève. De toute évidence, c'était déjà une retombée positive du 5 décembre... avec quelques jours d'avance!

Correspondant LO

La Redoute Quai 30 - Wattrelos : le Black Friday fait voir rouge

À Quai 30, l'entreprise de logistique qui expédie les colis, les travailleurs de la Redoute, à Wattrelos près de Lille, ont vécu la folie du Black Friday. Cette opération commerciale qui vient des États-Unis entraîne des super rabais et une augmentation significative des commandes.

C'est ce qui a fait dire sur France Info à Éric Courteille, le co-président de la Redoute, qu'il était heureux de contribuer à rendre du pouvoir d'achat aux consommateurs. Il pourrait augmenter les salaires, alors!

Le 29 novembre, les chefs étaient sur les dents. Ils faisaient des réflexions s'ils soupçonnaient que les collègues laissaient leurs portables allumés, s'ils allaient trop aux toilettes, s'ils

grignotaient quelque chose, s'ils parlaient entre eux...

Pour l'équipe week-end, ce qui a fait bouillir, en plus de ce climat insupportable, est la manière dont les chefs traitaient les intérimaires que la direction remettra au chômage dès que le pic de commandes sera passé.

En effet, les travailleurs de la Redoute s'étaient battus depuis le début de Quai 30, en 2016, pour qu'il y ait une rotation des postes, au moins toutes les quatre

heures, car il y a des postes plus pénibles que d'autres, comme le picking. Or les chefs imposaient aux intérimaires de rester 8h15 d'affilée au picking, ce qui provoquait des malaises. Et rien à faire pour que ces chefs changent d'avis, prétextant que ces salariés ne travaillaient que deux jours par semaine, ce qui est faux.

Alors dimanche 1^{er} décembre après-midi, pour bien montrer à la direction et à ses sbires méprisants qu'ils étaient allés trop loin, 28 travailleuses et travailleurs ont débrayé pendant plus d'une demi-heure.

Puis, ils ont regagné leurs postes en chantant à tue-tête la chanson copiée



des Gilets jaunes: « On est là, on est là, même si Balla (la PDG) veut pas on est là, pour le monde des travailleurs et pour un monde meilleur, on est là... » Plusieurs couplets se sont succédés en mettant à tour de rôle le nom de chacun des dirigeants.

Comme les nouvelles vont vite, l'équipe semaine,

lundi après-midi suivant, fin du Black Friday, stimulée par cette résistance, s'est exprimée à son tour contre les pressions insupportables. Et 27 travailleuses et travailleurs ont débrayé jusqu'à la pause de 18 heures.

Une bonne préparation à la grève du 5 décembre!

Correspondant LO

Travail de nuit : Monoprix condamné

Les 129 magasins Monoprix ouverts après 21 heures sont dans l'illégalité, a tranché le tribunal de grande instance de Nanterre le 29 novembre.

C'est un point d'appui pour les militants et les travailleurs qui s'opposent au travail de nuit dans le commerce car « il nuit à la santé des travailleurs sans avoir de réelle utilité sociale ».

Il n'y a cependant aucune garantie que la direction des magasins s'incline devant la décision du tribunal. En septembre 2018,

le groupe Casino, auquel appartient Monoprix, avait déjà subi une condamnation sans qu'il se sente le moins du monde obligé de respecter la décision de la Cour d'appel. Un mois plus tard, il signait un nouvel accord avec la CFDT et la CGC autorisant le travail de nuit, dans la même veine que le précédent. C'est ce nouvel

accord qui vient à son tour d'être invalidé.

De son côté, le gouvernement fait son possible pour éviter aux groupes de la grande distribution de telles condamnations, au moyen d'une simple entourage juridique. Pas besoin de changer la législation qui interdit, sauf exceptions, le travail de nuit dans le commerce, il suffit de décréter qu'entre 21 heures et minuit, ce n'est pas du travail

de nuit! C'est ce qui était prévu dans le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social préparé par le ministre du Travail. Au dernier moment, le Conseil des ministres du 13 novembre a retiré cette mesure du projet de loi et s'est donné un délai de 18 mois.

Le patronat de la grande distribution, cité par le journal *Les Échos*, n'a pas apprécié ce report décidé par le

gouvernement au moment où il commençait à s'inquiéter des effets de son attaque contre les retraites : selon certains, « ils ont la trouille du climat social ». De quoi encourager les travailleurs à se mobiliser pour inspirer une très grosse trouille à tous ces exploiters!

Jean Sanday

Mahle - Behr : suppressions d'emplois en série

Du 18 au 20 novembre dernier s'est déroulé le Comité d'entreprise européen de l'équipementier automobile Mahle à Stuttgart. Les délégués syndicaux de France ont retrouvé leurs homologues du Luxembourg, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie etc.

Ceux d'Italie, soutenus par ceux d'Allemagne qui

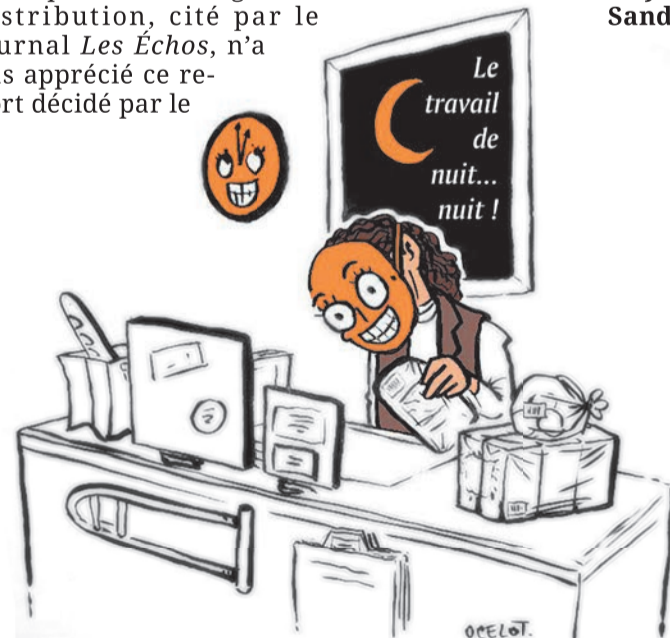
subissent la fermeture de deux sites de production avec 450 licenciements secs et 3000 euros pour solde de tous comptes, ont demandé l'arrêt immédiat de la procédure et qu'il ne pouvait y avoir aucune négociation possible sur ce plan en l'état.

À leur retour ils ont décidé d'une grève de 8 heures

sur les trois postes pour décider de la réponse à donner à ce patron qui raye leurs emplois d'un simple trait de plume.

C'est le même qui supprime 236 postes ici. Face à lui et son droit de licencier il est nécessaire et possible d'y opposer notre force collective.

Correspondant LO



SNCF : vive la grève !

À l'approche du 5 décembre, le moral n'était pas dans le camp de la direction de la SNCF et du gouvernement. « Le 5 décembre est préparé et mis en scène comme une grande confrontation avec une forme de compte à rebours de la mobilisation, c'est dangereux pour nous tous », s'est par exemple angoissée Aurore Bergé, porte-parole de La République en marche.

Côté trafic, la SNCF ne prévoyait de publier ses prévisions de trafic que le 3 décembre, mais dès le 27 novembre, elle a annoncé que les billets TGV inOui, Ouigo et Intercités étaient fermés à la vente pour les 5, 6, 7 et 8 décembre, sans garantir leur place à ceux qui avaient réservé avant. Et elle recommandait à tous les voyageurs de reporter leur déplacement. Le vice-président de la région Hauts-de-France, chargé des transports, se lamentait : « Du 5 au 9 probablement aucun train ni TER ni TERGV ni TGV ni Eurostar. » Il craignait que ce soit « une des grèves les plus dures qu'on ait jamais vues », prévoyant entre 0 et 5% de trains roulants car il découvrirait que la grève ne concerne pas que les conducteurs et par exemple que les aiguillages n'allaient pas fonctionner.

La SNCF a pourtant

déployé son arsenal habituel antigrève, comme de mobiliser une grande partie de ses cadres pour remplacer les grévistes. Mais apparemment, même parmi les cadres traction, elle avait des difficultés à trouver des briseurs de grève. Il lui restait les « pool fac », groupes de conducteurs aptes à la conduite sur différentes lignes, payés 1000 à 1500 euros en plus de leur salaire normal pour des contrats de trois ans renouvelables. Les conducteurs sont officiellement prévus pour remplacer au pied levé un autre conducteur, mais sont utilisés depuis 2007 pour remplacer des grévistes, y compris maintenant dans les aiguillages. Mais, malgré l'utilisation de briseurs de grève, la SNCF ne pouvait qu'avouer son impuissance et déclarait vouloir concentrer ses moyens à partir du



lundi 9 décembre.

Côté médias et politiques, pour dénigrer les travailleurs du transport, le service est maximum depuis plusieurs semaines. Tentant de réduire le mouvement de grève interprofessionnel à la défense des régimes spéciaux, des journalistes ont relayé jusqu'à la nausée les mensonges de la Cour des comptes sur les prétendus privilèges des travailleurs du transport. Mais s'ils sont souvent stupéfaits de l'avalanche de mensonges, cela ne fait que

renforcer la colère et la détermination des cheminots.

À la réforme des retraites s'ajoutent partout la dégradation des conditions de travail, les salaires insuffisants, les menaces et l'insécurité qui pèsent sur l'avenir de chaque cheminot. L'éclatement dans différents secteurs de mouvements locaux, à partir de la base, ces dernières semaines montre que la pression monte et commence à soulever le couvercle.

L'implication de nombreux militants syndicaux dans la préparation de cette journée a aussi joué un rôle important dans le succès. La question est celle de l'extension du mouvement dans les jours qui suivront et elle dépendra aussi de la dynamique de la grève dans les autres secteurs.

Après avoir longtemps boudé cette journée, l'ensemble des syndicats

cheminots y ont appelé, et la plupart à la grève reconductible. Mais cette unité cache un piège et bien des manœuvres possibles. Ainsi, la CFDT cheminots, dont la confédération n'appelait pas à la grève, s'est finalement ralliée à cette journée, mais avec un seul objectif : quitter la barque de la grève le plus tôt possible.

Il est donc vital que, dans tous les secteurs, les travailleurs non seulement se réunissent en assemblées générales, discutent et votent leurs revendications et moyens d'action, mais se dotent aussi de comités de grève. Seuls de tels comités, constitués de grévistes élus et révocables, chargés de mettre en œuvre les décisions des grévistes, pourront déjouer les manœuvres de division du gouvernement et des bureaucraties syndicales.

Christian Bernac

SNCF Aubagne : contre la fermeture des guichets de gare

Le 29 novembre, les agents des gares SNCF de la ligne de TER Marseille-La Ciotat se sont mis en grève contre la fermeture en cours des guichets. Depuis des mois, la direction réduit le nombre de guichets et leur amplitude horaire d'ouverture. À terme et de façon annoncée, ce sont tous les guichets existant encore sur la ligne qui sont menacés de fermeture, dans les gares de Marseille-Blancarde, Aubagne, Cassis, La Ciotat.

Ces guichets, sur une ligne très fréquentée entre Marseille et Toulon, sont indispensables. La direction et la région – qui réduit ses financements de trente millions d'euros cette

année – affirment que la vente de billets en ligne peut remplacer la présence humaine. Mais le site de vente de la SNCF ne prend pas en compte toutes les situations et tout le monde n'a pas si facilement accès à Internet, notamment, mais pas seulement, les personnes âgées ou handicapées. Et puis, mille difficultés et imprévus surgissent chaque jour, ascenseurs en panne, sécurité des voies, retards et annulations de trains. Les agents de gare sont là pour le pallier quotidiennement.

Toute la journée, les grévistes se sont adressés à la population en gare d'Aubagne, distribuant des tracts, faisant signer une

pétition et organisant un rassemblement de travailleurs et d'usagers. Ils ont reçu un accueil très chaleureux et de nombreux encouragements de la part des usagers, qui ont été près d'un millier à signer la pétition ce jour-là. Cela ne fait que renforcer la détermination des travailleurs en lutte pour la sauvegarde du service public et contre ces nouvelles suppressions d'emplois.

Les liens créés depuis des semaines se sont renforcés et seront utiles pour les combats à venir : tous sont conscients qu'ils devront s'attaquer à ce règne de la logique du profit.

Correspondant LO

"Présentisme" au travail : une société malade de l'exploitation

D'après l'enquête d'une mutuelle, 65% des salariés du privé reconnaissent être allés travailler même lorsqu'ils étaient malades au cours des douze derniers mois. Et 28% d'entre eux (contre 23% en 2018 et 19% en 2016) déclarent avoir déjà renoncé à un arrêt de travail prescrit par leur médecin, ou avoir repris le travail avant la fin d'un arrêt maladie.

Par ailleurs, une étude de l'Insee montre que le nombre de jours d'absence pour raisons de santé est bien inférieur dans la fonction publique hors hôpitaux (7,4 jours par an et par salarié) que dans le privé (10,7 jours par an). Les soignants de l'hôpital public, eux, se voient prescrire en moyenne 14 jours d'arrêt maladie par an, ce

qui s'explique par l'épuisement physique et moral dû au sous-effectif permanent. Mais à l'hôpital aussi il arrive fréquemment que des soignants viennent travailler même malades.

Les jours de carence qui pénalisent financièrement le salarié malade, la pression, la charge de travail, le fait de se savoir non remplacé : voilà les causes de ce phénomène croissant de « présentisme » au travail.

Les responsables de cette maladie sociale, ce sont les patrons qui obligent des millions de personnes à s'user la santé au travail alors qu'ils condamnent des millions d'autres au chômage. Refuser leur système d'exploitation est le seul remède !

Julie Lemée



Hôpital du Rouvray : un contrôle pour rien ?

Le centre hospitalier spécialisé du Rouvray, hôpital psychiatrique public situé à Sotteville-lès-Rouen, dans l'agglomération rouennaise, vient de faire l'objet d'une inspection par le contrôleur général des lieux de privation de liberté. Le constat est des plus sévères et est assorti de « recommandations en urgence ».

Les locaux sont suroccupés, entraînant l'ajout de lits supplémentaires dans les chambres, quand il ne s'agit pas de simples lits de camp dans des bureaux. Faute de place dans des chambres normales, des patients sont maintenus sans nécessité dans des chambres d'isolement, dont ils ne peuvent sortir, à moins de tambouriner à la porte pour alerter le personnel. Dans ces chambres, des seaux hygiéniques sont dépourvus de couvercle...

Le rapport dénonce également le dévoiement de l'isolement. Sur 23 unités de soins, 21 sont entièrement fermées. Des patients, hospitalisés de leur plein gré en soins libres, se trouvent dans ces unités fermées et donc privés de leur liberté d'aller et venir et ainsi ne peuvent participer à des activités thérapeutiques ou simplement distrayantes. La présence d'adolescents dans des unités d'adultes est également dénoncée et



SERGE DIGNAZIO

Le 14 novembre à Paris.

qualifiée de dysfonctionnement grave!

Le contrôleur général, Adeline Hazan, aurait gagné du temps en consultant le cahier de revendications du personnel, qui dénonce depuis des années les conditions d'accueil des patients et la dégradation des conditions de travail qui en résulte. Au printemps 2018, le personnel a fait grève pendant trois mois, et sept salariés ont même fait 18 jours de grève de la faim. Ils ont obtenu une trentaine de

postes sur les 50 réclamés et la vague promesse qu'une étude serait faite à propos de la création d'une unité pour enfants.

Un an et demi après, on en est donc quasiment au même point. Les postes attribués, plutôt que de renforcer les équipes, ont servi à remplacer les départs, et l'unité pour adolescents n'est même plus étudiée. Une nouvelle direction conteste l'accord signé en juin 2018 par l'ancien directeur.

Le fait que le rapport du

contrôleur général reprenne ce que le personnel dénonce ne suffit pas. En effet le rapport ne parle aucunement du manque de personnel qui est bien souvent à l'origine des dysfonctionnements relevés. Tout comme Macron, le ministère de la Santé et l'Agence régionale de santé (ARS), le rapport ne veut voir qu'un problème d'organisation du travail.

Le même discours qu'on sert aux services d'Urgences en grève depuis des mois!

Correspondant LO

Hôpital Salpêtrière – Paris : toujours mobilisés

Le mouvement de protestation contre la dégradation générale des conditions de travail dans les hôpitaux continue.

Samedi 30 novembre, les travailleuses et travailleurs de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière se sont retrouvés à une vingtaine devant l'hôtel de ville de Paris à l'appel du Collectif inter-hôpitaux, surtout

constitué de médecins. Ils ont distribué un tract à la population sur le thème de la défense de l'hôpital public, rencontrant un accueil chaleureux.

Beaucoup de discussions portaient sur les conditions

de travail et les salaires. La journée du 5 décembre était dans bien des têtes.

Dans l'hôpital et les services, les propositions de la ministre n'ont pas convaincu du tout, beaucoup ont eu le sentiment que l'on se moquait d'eux. Elle n'a rien dit sur les embauches, rien sur l'ouverture de lits, et elle a

seulement promis des primes dérisoires et sélectives. Mais, contrairement à ce qui s'était passé lors de la grève du 14 novembre, l'activité des médecins ne sera pas diminuée le 5 décembre et la participation des hospitaliers à la manifestation reste assujettie aux assignations, et bien sûr à la possibilité de se

déplacer dans Paris.

Quelques-uns s'organisent sur leur ville pour venir. Car beaucoup sont conscients que la journée de grève du 5 décembre, à laquelle les travailleurs des hôpitaux ont toutes les raisons de s'associer, sera l'expression d'un mécontentement général.

Correspondant LO

Hôpital Beaujon – Clichy : "S'éviter de l'urticaire"

Samedi matin 30 novembre, une dizaine de blouses blanches de l'hôpital Beaujon de Clichy, dans les Hauts-de-Seine, s'étaient donné rendez-vous sur le marché pour distribuer un tract à la population et faire signer la pétition : « Il faut un plan d'urgence pour sauver l'hôpital public ! »

À l'hôpital Beaujon, les annonces du gouvernement et la lettre de Martin Hirsch, où le directeur de l'AP-HP s'en félicitait, ont

irrité le personnel. D'ailleurs certains ne lisent plus ses lettres « pour s'éviter de l'urticaire ». Plusieurs assemblées générales tenues

par les différents collectifs et syndicats ont eu lieu. Lors de la dernière, l'intervention d'un camarade rappelant qu'il ne faut pas opposer les collectifs entre eux et les collectifs aux syndicats, ou l'inverse, et que le gouvernement avait échoué à casser l'unité du personnel, fut très applaudie.

Le samedi 30, c'est un

panel de personnel de métiers différents qui s'est retrouvé sur le marché. Parmi les passants qui s'arrêtaient, un grand nombre connaissaient la galère des rendez-vous lointains, des hospitalisations hors de la commune par manque de lits à Beaujon, du manque de personnel... Aujourd'hui par exemple, dans le service de radiologie où l'effectif des

manipulatrices est de 40%, des examens ne peuvent être assurés.

La discussion portait aussi sur la dégradation des conditions de travail que beaucoup connaissent dans leurs entreprises et sur la dégradation des services publics en général, et sur leur participation à la grève du 5 décembre.

Correspondant LO

Samu : des économies qui peuvent tuer

Une femme de 62 ans est morte le 14 septembre dernier à Belfort, suite à une prise en charge trop tardive par le Samu. Un décès qui montre une fois de plus comment les économies que l'État réalise dans ce secteur entraînent des carences dans la prise en charge des situations d'urgence.

Voyant sa mère souffrir d'une douleur persistante au bras gauche, sa fille a téléphoné ce jour-là au Samu, pensant à un infarctus. Au bout du fil on lui répond qu'il s'agit probablement d'une gastro-entérite, dont une épidémie sévit dans la région,

et qu'une ambulance est envoyée. Mais quand celle-ci arrive, il s'avère qu'il s'agit bien d'un infarctus et que l'équipe n'est pas équipée pour prendre en charge un cas aussi lourd. Lorsque le véhicule du Samu parvient enfin sur place après trois appels,

il est trop tard. La malade décédera à l'hôpital de Belfort-Montbéliard.

Les services d'urgence sont en tension, reçoivent énormément d'appels et, comme le disait un professionnel de santé à la station locale de radio France bleu : « Nous travaillons dans un climat où l'erreur est plus que possible. »

L'Agence régionale de santé a fermé les centres de régulation dans le Jura, en Haute-Saône et dans le Territoire de Belfort pour

concentrer le service à Besançon. Non seulement les moyens n'ont pas suivi, mais des unités d'intervention ont même été enlevées.

Il y a un peu plus d'un an, le CHSCT de l'hôpital de Besançon avait fait réaliser dans les services d'urgence une enquête, suite à la tentative de suicide d'un médecin sur son lieu de travail. Elle avait révélé une situation catastrophique, faisant état de nombreux

cas d'épuisement professionnel au centre qui réceptionne les appels du 15. Le personnel se disait débordé et démuni, et il en était de même parmi les équipes mobiles envoyées sur le terrain.

Depuis, d'autres drames se sont produits ailleurs, montrant qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé mais des conséquences d'une politique d'économies criminelles mise en œuvre par le gouvernement.

Daniel Mescla

PSA – Poissy : le changement d'horaire passe mal

Se servant d'un creux provisoire dans la production pour l'année à venir, la direction de PSA Poissy a annoncé qu'une très grande majorité des ouvriers de production passeraient de deux équipes à une seule le 20 janvier prochain.



Elle montrait par la même occasion son intention de supprimer purement et simplement la prime d'équipe de 130 euros mensuels et d'arrêter toutes les lignes de bus, qui transportent chaque jour quelque 600 travailleurs sur les 2 600 que compte l'usine, dont certains habitent à plus de 80 kilomètres.

Ce n'est pas le passage à une équipe qui a mécontenté les travailleurs, mais les conditions dans lesquelles la direction comptait

l'organiser. Personne ne se plaint à l'idée de commencer le travail sur chaîne à 7 heures du matin, plutôt que 5 h 20, et de le finir à 14 h 40, plutôt que 20 h 35. En revanche, cette réorganisation s'accompagne d'une attaque brutale sur le pouvoir d'achat qui ne passe pas : la baisse de 130 euros sur le salaire. Et s'y ajoute l'obligation pour des centaines de travailleurs de prendre leur voiture, avec les dépenses de carburant et l'usure de la voiture qui s'ensuit, sans

compter la fatigue.

Des rassemblements sur les temps de pause, organisés par des militants CGT, ont réuni ces dernières semaines régulièrement 20, 50, 80 voire une centaine d'ouvriers dans les différents secteurs. Les discussions sur les chaînes étaient très nombreuses, le mécontentement bien réel, mais sans qu'il trouve à s'exprimer par un débrayage massif.

Malgré tout, rapidement la direction a compris le danger et a reculé sur la prime d'équipe, ne la diminuant finalement que de 35 euros par mois au lieu de 130. Concernant la suppression des lignes de bus, elle a reporté son projet de six semaines, du 20 janvier au 1^{er} mars.

Ces reculs de la direction sont à mettre à l'actif du mécontentement des travailleurs qui se sont rassemblés sur les temps de pause. Et ce n'est pas parce que la direction a réussi à obtenir la signature de tous les syndicats, sauf un, qu'elle doit se croire tirée d'affaire. Le mécontentement n'a pas disparu et il peut s'exprimer à tout moment.

Correspondant LO

Renault Trucks Vénissieux : mécontentement général

Depuis l'annonce de la grève du 5 décembre, les discussions vont bon train dans les ateliers de Renault Trucks. Tout le monde est conscient qu'une attaque est en cours contre tous les travailleurs.

Les mensonges du gouvernement essayant de diviser ceux du public et ceux du privé, ceux qui seraient des privilégiés bénéficiant de régimes spéciaux et les autres, ne passent pas.

À l'attaque contre les retraites s'ajoute un mécontentement qui s'exprime depuis quelque temps sur divers sujets : conditions de travail qui se dégradent fortement, application d'un nouveau règlement intérieur de plus en plus répressif, augmentation de la mutuelle que veut imposer la direction... Il faut y ajouter le mépris de plus en plus marqué des services du personnel et d'une partie de la hiérarchie, pour qui la moindre pause est un crime de lèse-majesté.

Autre source de colère : la direction refuse, pour l'instant, de renouveler la prime gilets jaunes, lâchée l'an dernier pour empêcher que la révolte ne passe des

ronds-points à l'usine, et bienvenue avant les fêtes de fin d'année. En 2018, il avait fallu une grève bien suivie, notamment dans le secteur de l'usine Moteurs, à l'occasion de la journée de mobilisation lancée par la CGT le 14 décembre, pour que la direction desserre les cordons de sa bourse.

Ce mécontentement diffus s'est exprimé récemment, lors d'un appel à la grève contre le jour de solidarité, fixé au 25 octobre pour l'usine Moteurs et l'Emboutissage, où la grève a été plus suivie que d'habitude ce jour-là.

Beaucoup à l'usine sentent que le 5 décembre est l'occasion de faire entendre toutes les colères et de mettre sur la table toutes les revendications. Au-delà des retraites, c'est bien un ras-le-bol général qui règne dans les ateliers.

Correspondant LO

Tim – Dunkerque : fermeture scandaleuse

Mercredi 27 novembre, l'entreprise TIM, qui fabriquait des cabines d'engins de chantier à Quaëdrype près de Dunkerque, a été liquidée par le tribunal de commerce de Lille.

Les 304 derniers emplois sont supprimés, après une longue série de licenciements. C'était encore un des plus gros employeurs de cette région des Flandres. En 1982, l'entreprise avait été achetée par le groupe allemand Fritzmeier et elle a employé jusqu'à 900 personnes dans les années 2000.

Mais les conséquences de la crise de 2008, le sous-investissement systématique des propriétaires successifs pour maximiser les profits, puis les pertes de commandes l'ont conduite à une liquidation judiciaire.

En juillet 2017, elle avait été reprise par un industriel américain, Fil Filipov, à la

tête du groupe Atlas, une société d'engins de chantier. « TIM est sauvé » avaient claironné le président LR du conseil régional des Hauts de France, Xavier Bertrand, le député de droite et la presse locale. Filipov rachetait l'usine pour presque rien (100 000 euros) et recevait des avances d'Atlas, de Caterpillar, son principal client, et 3,5 millions de la région Hauts de France. L'usine comptait encore 446 travailleurs.



Les salariés de TIM lors de la visite des liquidateurs.

La moitié des 100 cadres ont été rapidement mis à la porte par Filipov. Puis des ouvriers ont été licenciés dans le cadre d'une rupture conventionnelle collective. En janvier 2018, l'entreprise n'avait plus que 290 salariés. Cependant, miracle, en novembre 2018, Filipov annonçait que l'usine avait gardé ses clients et redevenait rentable.

Aujourd'hui, un an plus tard, elle n'a plus d'argent et beaucoup de dettes. Parce que Caterpillar et d'autres grandes sociétés d'engins de travaux

publics ont retiré leurs commandes ? Parce que Filipov, propriétaire du terrain, s'est servi de TIM et des aides reçues pour s'enrichir ? Toujours est-il que les travailleurs ne doivent recevoir que leur paie de novembre et une partie de celle de décembre.

Xavier Bertrand, lui, promet déjà que des aides financières de la région pourraient aller à de futurs repreneurs du site... Et le scandale aux dépens des travailleurs pourra continuer ?

Correspondant LO

Safran – Domérat : le procès est gagné, mais la discrimination continue

Une ouvrière de Safran, à Domérat dans l'Allier, a été reconnue victime de discrimination de la part de son employeur. En quarante ans de carrière, elle n'a été augmentée que... trois fois ! La vingtaine de collègues masculins, entrés dans l'entreprise en même temps qu'elle, en 1974, gagnaient près de 400 euros de plus par

mois.

Le jugement a été rendu en décembre 2015, mais il a fallu à la plaignante attendre encore quatre ans pour être sûre que Safran ne ferait pas appel. Au terme de ce délai, elle a donc gagné son procès. Safran a été condamné, pour préjudice économique et moral ainsi que pour violation de l'accord sur

l'égalité hommes-femmes, à un total de 147 000 euros, soit l'équivalent de 306,25 euros par mois de préjudice.

L'ouvrière est aujourd'hui à la retraite. Calculée sur une paye discriminée, sa pension reste, elle, nettement inférieure à celle de ses collègues masculins.

Correspondant LO

Hôtel Ibis : les femmes de chambre ne désarment pas

Vendredi 22 novembre, une soirée de soutien était organisée, pour les grévistes de l'hôtel Ibis-Batignolles à Paris, en grève depuis cinq mois. Elle avait lieu à l'université de Saint-Denis, en présence d'étudiants et d'universitaires.

Ces femmes de chambre, gouvernantes et hommes d'entretien, qui dépendent d'une société sous-traitante, la société STN, revendiquent leur intégration au groupe Accor. Les conditions de travail de la sous-traitance sont insupportables. Les femmes de chambre, surexploitées, sont payées à la chambre et non au nombre d'heures effectuées.

Les grévistes ont pu ainsi expliquer leur quotidien et leur grève, raconter ce qu'elles avaient gardé pour elles. La grève a libéré la parole, comme l'a expliqué l'une d'entre elles. Une de leurs camarades a accusé un directeur de l'hôtel de viol en 2017. Même si une plainte avait été déposée, ses collègues n'en avaient pas parlé

pendant très longtemps. Aujourd'hui, elles en parlent et dénoncent même le harcèlement dont elles sont victimes. Les journalistes ayant demandé pourquoi elles se sont tues si longtemps, ils se sont attiré cette réponse : « *Nous étions dans une bouteille fermée. Avec la grève, elle s'est ouverte, c'est pourquoi nous parlons aujourd'hui.* » Fières de leur mouvement, les femmes de chambre ne veulent pas plier. Un de leurs soutiens à la tribune les a comparées aux domestiques des bourgeois, ce sont des invisibles. « *Quand les clients rentrent dans les chambres, ils ne voient pas que le ménage est passé puisque ces chambres sont toujours propres.* » Aujourd'hui, ces

femmes ne veulent plus être invisibles, même si tout est fait pour qu'elles le soient de nouveau. Alors qu'elles manifestaient devant l'hôtel Ibis-Batignolles et y faisaient trop de bruit selon la direction, la justice a interdit leur piquet de grève. Elles ont alors décidé de faire des piquets de grève volants devant les hôtels du groupe Accor, pour continuer de se faire entendre et faire pression sur ce groupe milliardaire qui a recours à la sous-traitance.

Le jour du meeting de soutien, la justice avait de nouveau assigné les femmes de chambre en grève, pour les empêcher de faire la tournée des hôtels de luxe du groupe. Les patrons du groupe veulent renvoyer les salariées à leur invisibilité, mais elles n'ont pas dit leur dernier mot et comptent bien se faire entendre et voir !

Correspondant LO



Centre financier La Poste de Bordeaux.

La Poste Centre financier de Bordeaux : le miracle du 5 décembre

À l'approche de la grève du 5 décembre, la direction du centre financier de La Poste de Bordeaux a annoncé des mesures exceptionnelles.

Alors qu'il est habituellement très difficile de poser des congés en cette période, la direction a annoncé la possibilité sans limite de poser un jour le 5 décembre. Alors qu'elle vient de modifier les horaires de travail, interdisant les embauches tôt le matin, les agents pourraient embaucher à 7h30 ce jour-là. Alors que les places de parking sont d'ordinaire

impossibles à obtenir, là c'était open-bar. Mais surtout, les chefs ont fait passer dans les services le message qu'il faut « prévenir afin de ne pas être compté gréviste ».

Toutes ces manœuvres visaient à faire chuter le nombre officiel de grévistes. Mais, au fond, la grève du 5 décembre portait ainsi ses fruits avant même d'être effective, au point de faire faire des cauchemars aux dirigeants.

Raison de s'y mettre tous ensemble, le 5 et après !

Correspondant LO

Famar - Saint-Genis-Laval : travailler pour se retrouver à Pôle emploi

L'usine Famar de Saint-Genis-Laval, dans le Rhône, est en redressement judiciaire depuis le mois de juin dernier.

Toutes les usines de ce groupe Famar, façonnier pour les grands groupes pharmaceutiques, ont d'abord été rachetées par un fonds d'investissement, et elles sont en train d'être vendues ou mises en liquidation comme celle de Saint-Genis.

Ce n'est pas que le travail manque : il y a actuellement d'énormes pénuries de médicaments. Mais les groupes pharmaceutiques projettent de faire faire leurs productions ailleurs, sans investir. Ils veulent les confier à d'autres façonniers en usant leurs équipements jusqu'à la corde, afin de faire plus

de profits.

En attendant, il faut produire et faire des stocks pour Sanofi, Merck et autres groupes, avant la mise en liquidation en mars prochain. Pour ces grands laboratoires, comme pour les administrateurs judiciaires qui gèrent l'usine, le problème n'est pas de maintenir les emplois, mais que cette fermeture se passe sans trop de casse et que les travailleurs produisent jusqu'au bout. Il faut dire qu'ils craignent leur réaction, car ils ont fait grève et manifesté deux fois en juin dernier.

La carotte proposée aux

travailleurs est une prime mensuelle de 800 à 1000 euros, ceci jusqu'en mars, mais elle est liée à des objectifs et variable en fonction de l'absentéisme mais aussi des aléas de la production. Si, pour les salariés, elle peut apparaître comme une somme importante, ce n'est vraiment qu'une goutte d'eau face aux milliards de bénéfices que font des groupes comme Sanofi.

Aujourd'hui, les travailleurs de Famar Saint-Genis-Laval ne croient plus les administrateurs quand ils disent qu'ils cherchent des repreneurs, et ils se posent la question de comment assurer leur avenir dans les moins mauvaises conditions possible.

Correspondant LO

La Poste-Mollay-Littry : le mépris...

Lundi 25 novembre, un guichetier de la poste du Mollay-Littry, dans le Calvados, a tenté de mettre fin à ses jours sur son lieu de travail. Ce sont ses collègues qui ont pu le secourir et alerter les pompiers à temps.

Dans un courrier en partie publié dans la presse après les faits, il a mis en cause ses conditions de travail. En effet, quelques jours auparavant, La Poste lui imposait un déplacement de

son lieu de travail à Caen, soit à plus de 40 kilomètres. Alors qu'il devait avoir un poste aménagé pour des raisons de santé, elle n'a absolument pas voulu trouver d'autres solutions que de l'envoyer travailler au loin.

Il mérite toute la solidarité des autres travailleurs contre la politique de La Poste qui, par son mépris, peut engendrer le pire.

Correspondant LO

Travailleurs sociaux - Lyon : "On ne veut pas compter les morts"

Jeudi 28 novembre, les travailleurs de l'hébergement d'urgence dans le Rhône ont fait grève et ont manifesté à plus de 300. Ils sont révoltés par les nouvelles consignes du préfet de région. Faute de places pour héberger toutes les personnes qui dorment à la rue, et au lieu de mobiliser l'État pour créer des places suffisantes, celui-ci a donné des consignes pour trier les hébergés : ne seront prioritaires que les familles avec des enfants de moins d'un

an, ou les femmes enceintes de plus de six mois par exemple. Comme s'il était acceptable qu'un enfant d'un an et demi, une femme enceinte de cinq mois, voire n'importe quel homme et n'importe quelle femme dorment dans la rue !

Alors que l'État trouve 1,7 milliard d'euros pour augmenter le budget 2020 de l'armée, il n'y aurait pas d'argent pour que tout le monde ait un toit sur la tête ? Une question de priorité.

Correspondant LO



Les salariés de Famar lors d'un rassemblement.

Sanofi : l'impunité des escrocs

Fin 2017, Sanofi était condamné à payer trois millions d'euros à une famille victime de la Dépakine. Le riche laboratoire de l'industrie pharmaceutique n'en est pas resté là. Il a continué le combat et, le 26 novembre, la décision a été annulée!

L'histoire a débuté en 2002, quand une petite fille est née victime de malformations parce que sa mère avait pris de la Dépakine pendant sa grossesse. Les dangers pour le fœtus étaient alors scientifiquement connus mais les malades n'en étaient pas informés et rien n'était mentionné sur la boîte du médicament.

Après que les parents ont porté plainte en 2007, ils durent attendre dix ans avant que la cour d'appel d'Orléans condamne Sanofi à verser d'une part 2 millions d'euros à la famille, dont une rente à vie à la victime, et d'autre part un million d'euros à la caisse primaire d'assurance maladie, à titre de remboursement

des dépenses de santé. Qu'à cela ne tienne, Sanofi s'est porté en cassation et, deux ans plus tard, la décision de la cour d'appel a été cassée, pas sur le fond mais... pour vice de forme! La justice précise aujourd'hui que les données scientifiques ont permis de connaître la toxicité de la Dépakine pour le fœtus depuis 1982 pour les malformations congénitales et depuis 1984 pour les troubles du développement. L'Assurance maladie et l'Agence du médicament connaissent le nombre des victimes du médicament

depuis qu'il a été mis sur le marché en 1967: de 2 150 à 4 100 enfants souffrant de malformations et de 16 600 à 30 400 de troubles du neuro-développement. La responsabilité du médicament est connue. Mais Sanofi utilise tous les moyens à sa disposition, et ils sont nombreux, pour nier ou fuir sa responsabilité.

Ses bataillons de conseillers juridiques et ses armées d'avocats sont à l'œuvre pour lanterner, pour faire durer et, quand il faudrait payer, pour faire payer l'État. Sanofi sait, comme tous les grands groupes industriels, qu'il peut compter sur l'État pour épargner ses profits.

Sophie Gargan

Sanofi-Pasteur: débrayage pour les temps partiels

Jeudi 28 novembre, sur le site de production de vaccins de Sanofi Pasteur à Marcy-l'Étoile, dans le Rhône, plus de 360 travailleuses et travailleurs de la recherche ont débrayé à l'appel d'une intersyndicale.

Rassemblés devant la salle où se tenait un CSE extraordinaire, ils dénonçaient un nouveau plan de compétitivité concocté par la direction. Dans le pôle Recherche, celle-ci voudrait quasiment supprimer les 23% de postes à temps partiel choisi par les salariés. Pour les travailleurs de la production,

la direction voudrait faire passer ces temps partiels de 12 à 6%. Dans un secteur comme dans l'autre, il s'agit le plus souvent de femmes qui ont recours à cette solution pour s'occuper de leurs enfants le mercredi. Il y a de quoi être en colère lorsque l'on sait que Sanofi réalise des milliards de profits par an – plus de

8 milliards d'euros chaque année depuis longtemps – et a profité du CICE sans créer d'emplois en contrepartie. Si Sanofi veut supprimer les temps partiels, c'est justement pour augmenter la charge de travail sans embaucher. Beaucoup de salariés de la recherche et du secteur du Contrôle qualité espéraient que le rejet unanime de ce plan par l'ensemble des syndicats réunis en intersyndicale suffirait à convaincre la direction de revoir sa copie.



BRUNO MARTIN REUTERS

Il n'en a rien été. La réunion d'un CSE extraordinaire et la prétendue concertation mise en place n'étaient que de la comédie. Pour faire plier la

direction, les salariés devront compter sur leur force collective et mettre leur poids dans la balance.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Table with 3 columns: Tarif des abonnements, Lutte ouvrière, Lutte de classe. Rows include Destination (6 mois, Un an), France, Outre-mer (20€), Outre-mer avion (28€/56€/17€), Reste de l'Europe (38€/76€/20€), Reste du monde (46€/91€/24€).

Sur Internet www.lutte-ouvriere.org www.union-communiste.org contact@lutte-ouvriere.org Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : attentat et démagogie électorale

Survenant en pleine campagne pour les élections anticipées du 12 décembre, l'attentat du London Bridge à Londres, le 30 novembre, a aussitôt pris place dans la surenchère des grands partis britanniques.

Son auteur, Usman Khan, s'est précipité sur la foule, armé d'un couteau. Il a tué deux personnes et blessé trois autres, avant d'être maîtrisé par des passants. La police l'a ensuite abattu pour l'empêcher d'actionner une ceinture d'explosifs qui s'est révélée factice par la suite. Telle est la version officielle de ces événements, où on reconnaît la trame, aussi criminelle qu'absurde, de bien d'autres attentats depuis plus de dix ans.

Puis, on a appris que

Khan, 28 ans, venait de Stoke-on-Trent, une ville ouvrière pauvre du nord de l'Angleterre, où il était né dans une famille venue du Cachemire pakistanais. Avec d'autres jeunes influencés par un prêcheur intégriste yéménite, il avait été arrêté et accusé de préparer des attentats, en particulier contre le quartier des affaires de Londres.

L'accusation reposait sur les liens de ces jeunes avec cet émir, des vidéos, des photos, des plans de

quartiers. On n'a découvert aucune arme, explosif ou preuve d'un début de réalisation de ces attentats. Mais cela n'empêcha pas Khan d'être mis en prison en 2012 pour une durée illimitée – une peine d'exception introduite par Tony Blair. Puis, en appel, sa peine fut fixée à 16 ans de prison, dont 5 ans de sûreté. Moyennant quoi, Khan ressortit de prison en 2019, après avoir passé ces années dans un isolement quasi complet.

Tandis que la grande presse de droite, hystérique, hurlait au « scandaleux laxisme de la justice », le Premier ministre Boris Johnson a sauté sur l'occasion pour relancer sa campagne sécuritaire en attribuant ce « laxisme » aux travaillistes et en annonçant un nouvel allongement des peines de détention, alors que les prisons sont déjà pleines à craquer. Et de promettre de rétablir les peines illimitées pour le terrorisme, en oubliant de dire qu'elles avaient été supprimées par son parti, en 2013, du fait du surpeuplement des prisons.

Mais Johnson s'est bien gardé de parler d'autres scandales. Par exemple, de ce que nombre d'attaques

dités terroristes sont le fait de malades mentaux abandonnés suite aux réductions budgétaires qui ont dévasté les hôpitaux psychiatriques et les services de psychiatrie à domicile. Or, d'après les témoignages de ses proches, Khan semble avoir eu très jeune des problèmes mentaux. Et, selon certains médecins, le fait qu'il ait imité un autre attentat commis au même endroit, en juin 2017, par trois hommes utilisant eux aussi des couteaux et des ceintures d'explosifs factices, relèverait plus du comportement d'un malade mental que de celui d'un terroriste avéré.

Il y a ensuite les conséquences de la privatisation catastrophique des services de probation par le parti de Johnson. À force de réduire les effectifs, les condamnés ne bénéficient d'aucun suivi, ni pendant leur détention ni après. C'est ainsi que les demandes répétées adressées à ces services par Khan durant sa détention, pour l'aider à sortir de l'ornière intégriste, étaient restées sans réponse.

Enfin, il y a le rôle de l'État britannique qui, d'une intervention militaire à l'autre, au Moyen-Orient comme en Afrique,

contribue à aggraver la misère des peuples et attise leur haine pour ces pays riches qui les pillent en ne leur apportant que la guerre et la famine. Qui peut s'étonner que cette haine finisse par atteindre les nombreux exilés de ces pays pauvres qui vivent dans les pays riches, dans des conditions souvent plus que précaires ?

Bien sûr, ce dernier point ne pouvait pas être évoqué par un Johnson qui fait si volontiers étalage de sa nostalgie pour l'Empire. Pour avoir osé faire une entorse à la loi du silence des politiciens dans ce domaine, en dénonçant le rôle joué par les guerres britanniques passées, le dirigeant travailliste Jeremy Corbyn s'est attiré en retour une campagne qui l'accuse d'antisémitisme, pour avoir osé critiquer la politique criminelle de l'État d'Israël envers le peuple palestinien.

Cela ne place pas Jeremy Corbyn dans le camp des travailleurs, bien sûr, car c'est un camp dont il ne veut pas être. Mais cela fait au moins une voix discordante dans un méprisable concert d'hypocrisie.

François Rouleau



Un partisan du Brexit devant le slogan d'un parti anti-Brexit.

COP 25 : les discours n'arrêteront rien

Initialement programmée au Chili où la révolte populaire contre le gouvernement se poursuit, la COP 25, vingt-cinquième conférence internationale des Nations unies sur le climat, se déroule finalement à Madrid jusqu'au 13 décembre.

De multiples associations et les scientifiques du monde entier répètent que cette COP 25 « est la dernière opportunité historique pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici la fin du siècle ». Selon leurs études, si les émissions de dioxyde de carbone, le CO₂, ne baissent pas de 7,6 % par an entre 2020 et 2030, la planète est partie pour un réchauffement supérieur avec des effets irréversibles. Une baisse aussi drastique est réclamée depuis des années par les experts.

Année après année, les grand-messes se succèdent, les mêmes discours

alarmistes sont prononcés, des plans de réduction sont votés comme celui de Paris en 2015... et rien ne change. Les épisodes caniculaires sont plus nombreux, les incendies ravagent l'Amazonie, les tempêtes augmentent en intensité dans diverses régions du globe, les glaces polaires fondent de plus en plus vite tandis que les émissions de CO₂ ne baissent pas.

Il est de bon ton de dénoncer Trump et Bolsonaro, dirigeants des États-Unis et du Brésil, deux grands pays émetteurs de gaz à effet de serre qui refusent de mettre en œuvre l'accord

de Paris, tout comme l'Australie. De leur côté, les dirigeants européens jouent les vertueux. Ils préparent un Green New deal, un vaste programme d'aide publique censé organiser la transition écologique. Chacun dans son style, chacun flattant son électorat plus ou moins réactionnaire ou plus ou moins bobo, les dirigeants des grandes puissances défendent tous les intérêts immédiats de leurs groupes industriels. Aucun ne prendra la moindre mesure contraignante pour imposer des contrôles et surtout des sanctions aux capitalistes de l'énergie, du transport, de la chimie ou du BTP qui polluent. À Madrid, Édouard Philippe fera des discours sur le climat, à Rouen il a couvert les manquements de Lubrizol.

En revanche, la lutte contre le réchauffement climatique fournit un nouveau prétexte pour arroser de subventions les grands groupes. Ainsi, les patrons de l'automobile sont venus lundi 2 novembre au ministère de l'Économie réclamer « un plan d'urgence » pour développer les moteurs électriques ainsi que des baisses d'impôts. Nul doute que ceux qui ont imposé le moteur Diesel à toute la société trouveront le soutien



de l'État pour se gaver avec la fabrication des moteurs électriques. Les travailleurs, eux, ont droit à des leçons de morale sur leur bilan carbone et à des taxes supplémentaires quand ils prennent leur voiture pour aller travailler ou quand ils se logent dans des passoires thermiques.

Le cynisme des dirigeants des grandes puissances alimente bien légitimement la révolte d'une partie de la jeunesse, qui manifeste dans de multiples

pays. Greta Thunberg, l'initiatrice de la grève de l'école pour le climat, prendra la parole à Madrid. Mais aucun discours, si sincère soit-il, n'arrêtera la machine à profit qui dicte ses choix à toute la société. Pour enrayer la catastrophe climatique comme la catastrophe sociale en marche, il faut arracher le pouvoir aux capitalistes. C'est à cette tâche que la jeunesse révoltée et les travailleurs doivent s'atteler de toute urgence.

Xavier Lachau

Cercle Léon Trotsky Venezuela, Bolivie, Chili... L'Amérique latine dans la crise

Vendredi 10 janvier à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros